ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 960 - 25 octobre 1986 - prix : 6 F

Il y a 30 ans la révolution ouvrière éclatait en Hongrie

p. 8 - 9

Contre leur "liberté des prix", contre leur liberté de licencier, prenons la liberté de ne pas nous laisser faire !

Le 21 octobre, et après ?
faire grève pour les syndicats ou faire grève pour les objectifs des travailleurs ?

p 4 et 5

Pour rafler des voix on rafle des immigrés

p. 7

M 6189 - 960 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Pages 8-9
— Il y a 30 ans : la révolution ouvrière éclatait en Hongrie.
Pages 10
— Haïti : les pauvres face aux successeurs de Duvalier.
— Etats-Unis : L'extrême-droite en butte à la police pour avoir concurrencé la mafia des grands partis.
Page 12
— Italie : Crise du logement et expulsions.
Page 16
— Mozambique : Les craintes des grandes puissances après la mort de Samora Machel ; le Mozambique saigné et tenu en laisse par les impérialistes.

En France

Pages 4 et 5
— Le 21 octobre, et après : faire grève pour les syndicats, ou faire grève pour les objectifs des travailleurs.
Page 7
— Expulsions des immigrés : Chirac-Pasqua-Pandraud : pour rafler des voix, on rafle des immigrés ; la chasse aux partisans de Ben Bella.
Page 11
— Terrorisme d'Etat : il y a 30 ans, l'arrestation de Ben Bella.
Page 12
— Rouen : Les jeunes des lycées et des LEP en lutte.
Page 13
— Alsthom Saint-Nazaire : unité des travailleurs contre les licenciements.
— SNCF région Paris Saint-Lazare : la mort d'un cheminot.
— Chaffoteaux (Saint-Brieuc)

Loisirs et culture

Pages 14 et 15
— Rosa Luxemburg : Le film de Margarethe von Trotta ; interview de la réalisatrice ; la vie de la révolutionnaire.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

"Carrefour du Développement"

A fonds perdus... pas pour tout le monde

Nouveau rebondissement, la semaine passée, dans "l'affaire du Carrefour du Développement", avec la révélation par *Le Matin,* journal pro-socialiste, d'une conversation téléphonique entre Christian Nucci, l'ex-ministre PS de la Coopération, et l'un des inculpés de l'affaire, Philippe Leroy. L'ex-ministre affirmait, jusque-là, ne pas connaître Philippe Leroy, auteur présumé de fausses factures et de transactions d'argent, qui se seraient faites au bénéfice de la campagne électorale de Christian Nucci, si l'on en croit la presse au service de ses adversaires politiques.

Il y aurait ainsi des "vases communicants" entre finances publiques et finances politiques, voire finances privées. "L'affaire du Carrefour du Développement" ne serait donc qu'une simple "affaire d'Etat", comme la République française en a connu bien d'autres, certaines plus "juteuses", d'autres moins, mais qui à chaque fois entre deux élections ne manquent pas d'éclabousser l'un ou l'autre des camps (ou des clans, comme on voudra), qui aspirent à l'exercice du pouvoir.

Car la démocratie parlementaire sous le règne économique de la bourgeoisie, ça consiste à choisir les gestionnaires des affaires de la classe bourgeoise, de ses intérêts généraux, c'est-à-dire de ceux des plus fortunés de ses membres. Et cela passe par un certain nombre d'individus en place dans l'appareil d'Etat. C'est par l'intermédiaire de "son" ou de "ses" députés, ou mieux du ou des ministres de "sa connaissance", quand ce n'est pas directement par l'intermédiaire des "amis" bien placés dans l'administration, que les bourgeois se servent de l'Etat pour assurer leurs bonnes affaires.

Quant à ceux qui ainsi "servent l'Etat", il est bien difficile de les empêcher aussi de se servir un peu au passage. Ils ont eux aussi leurs besoins. Ne serait-ce que parce que leur place dépend des élections, pour ceux qui font partie de l'appareil politique, et qu'à défaut d'être portés par la popularité il leur faut au moins un bon support publicitaire.

L.G.

Le privé sous les verrous

Il y a actuellement 47000 détenus dans les prisons françaises. Pour 32500 places. Ce qui veut dire qu'environ 30000 prisonniers ont droit à une demi-place seulement, ce qui ne signifie pas à une demi-peine.

Partant de là, Chalandon, le ministre de la Justice, annonce qu'il a besoin le plus rapidement possible de 25000 places nouvelles. Chalandon voit grand : avec ces 25000 places, il pourrait non seulement héberger dans des conditions plus normales — du moins sur le papier — les prisonniers et les prévenus actuellement incarcérés, mais même augmenter de 10000 le nombre de gens retenus sous les verrous. On ne sait pas si Chalandon prévoit de faire coffrer massivement les drogués, mais en tout cas il ne mégote pas.

L'Etat ne pouvant, paraît-il, pas financer toutes ces prisons nouvelles (le studio à l'ombre reviendrait à 400000 F environ), il s'agirait de faire appel au privé. Il paraît qu'aux Etats-Unis, pays du capital et de la peine capitale, très en avance donc en matière pénitentiaire, la formule fonctionne à la satisfaction générale. Autorités, directeurs de prison, capitalistes ayant investi dans la pierre grillagée sont ravis.

Mais cela soulève quelques délicats problèmes de droit. C'est ainsi que deux éminents avocats, deux "experts du barreau" — ça s'imposait ! — se sont penchés sur la difficile

question de *"l'égalité des détenus devant le régime pénitentiaire"*. Il faut en effet, pour que soit respecté l'esprit de la Constitution française, que, quel que soit l'établissement, public ou privé, l'absence de confort soit identique.

Le système serait le suivant : l'Etat fournirait les terrains (en principe suffisamment durs pour exclure le percement de tunnels) à charge pour l'entreprise de bâtir et gérer les bâtiments pour une durée de dix-huit ans renouvelable. L'Etat verserait ensuite 300 F par détenu et par jour à l'entreprise.

Une des sociétés candidates, le groupe Maison Familiale, qui avait notamment concouru il y a vingt ans pour les fameuses "chalandonnettes", ces maisons de carton destinées à une clientèle très populaire, est candidat pour essayer de construire des prisons, dans lesquelles il y aurait moins de fuites que dans ses maisons.

Maison Familiale a fait ses comptes : à 112 francs de frais de personnel et 60 francs pour l'entretien du détenu, ça laisse 114 francs pour l'amortissement et la rémunération du capital investi.

Mettre son argent dans une prison sera peut-être bientôt pour un capitaliste la meilleure façon de le mettre à l'abri, ou de la faire fructifier, s'il a le droit de faire travailler les prisonniers... pour leur réhabilitation !

Pierre VERNANT

Du caveau au cachot

Michel Leclerc, l'homme d'affaires frère de celui des supermarchés Edouard, vient d'être écroué à la prison de Charleville. On lui reproche la faillite frauduleuse d'une entreprise de menuiserie qu'il avait achetée en 1985, dans les Ardennes, dans l'intention d'en faire une fabrique de cercueils industrielle.

Mais la concurrence qu'il entendait faire aux entreprises de pompes funèbres en cassant les prix tombait sous le coup de la loi ; et après une tentative de reconversion dans le meuble, Michel Leclerc abandonnait l'affaire, laissant une quarantaine de chômeurs sur le pavé et un trou de 5 millions dans la caisse. Sans compter que les cotisations Sécurité sociale, retraites et chômage de ses employés, qui avaient bien été prélevées sur les fiches de paye de ceux-ci, n'étaient jamais arrivées jusqu'aux caisses d'assurance sociale et d'ASSEDIC.

L'homme d'affaires se retrouve au cachot comme un vulgaire voleur à la tire,mais peut-être pas pour longtemps. Et qui sait ? De l'ombre peut jaillir la lumière : si Michel Leclerc décidait de casser les prix des prisons privées !

Un brasseur d'affaires

Le PDG du trust alimentaire BSN, Antoine Riboud, vient d'être choisi comme "manager de l'année" par les lecteurs du *Nouvel Economiste.* Riboud s'est illustré durant ces derniers mois par des bénéfices records et par le rachat surprise d'un autre trust agro-alimentaire, la Générale Biscuit.

Au même moment, BSN annonce son intention de fusionner deux de ses filiales, la brasserie Kronenbourg et la Société Européenne de Brasserie, ce qui supprimera 580 emplois en deux ans à Strasbourg et à Obernai.

L'an dernier, le manager choisi par *Le Nouvel Economiste* avait été Jacques Calvet, pour les bénéfices de Peugeot obtenus grâce à des suppressions d'emplois.

Les patrons vedettes ont aujourd'hui tous pour point commun d'être des licencieurs.

Contre leur "liberté des prix", contre leur liberté de licencier, prenons la liberté de ne pas nous laisser faire

Balladur, le ministre des Finances, a peur que les prix entrent dans une *"zone dangereuse"*, a-t-il dit. Les prix avaient augmenté en septembre, mais ils vont augmenter bien plus dans les mois qui viennent parce que ceux qui étaient encore bloqués seront libérés d'ici la fin de l'année. Et la "libération" des prix, c'est bien connu, ça veut toujours dire leur augmentation.

Mais si les prix augmentent, ce sera plus dur de vendre dans le pays ou à l'étranger ? Ça va encore diminuer la production et les emplois ? Ça va déséquilibrer le commerce extérieur ? Affaiblir le Franc ? Oui, certainement. Mais des bourgeois, des industriels et des banquiers vont y gagner. Tout de suite. Le gros paquet. Et c'est tout ce qui compte pour eux. Ils vivent dans le présent. Ils gagnent à court terme. Tant que c'est possible.

Et ce ne sont pas seulement des "petits" ou des irresponsables qui mènent cette politique de flambeurs. Ce sont les dirigeants de grandes sociétés. Georges Besse, par exemple, PDG de Renault. En juin 1983, une R11 GTL était vendue 51000 F. En octobre 1986, elle vaut 68000 F. Soit 33 % d'augmentation en un peu plus de trois ans. Et dans le même temps, les salaires n'ont pas augmenté de la même façon, tandis que les matières premières baissaient beaucoup. Mais certains empochent la différence, et tant pis si les ventes supportent mal la concurrence. Les bourgeois gagnent plus et après eux, le déluge !

A commencer par le déluge des mesures contre les salaires et contre l'emploi. Parce qu'il faut bien maintenir les profits malgré la baisse de la production engendrée par l'inflation ! Et c'est pourquoi tous les ministres, larbins des patrons, parlent de suppressions des barrières, de levée des carcans légaux, fiscaux ou sociaux. Et tout y passe. Les barrières sautent, une à une. Les obstacles légaux ou coutumiers à l'exploitation disparaissent peu à peu : il n'y a plus de garde-fous contre les licenciements, plus de limites au recours à l'intérim ou aux contrats provisoires, plus de durée légale hebdomadaire de travail, ni de salaire minimum, puisque des jeunes sont payés comme TUC ou autre combine. Et pour la plupart des patrons, il n'y a presque plus de charges sociales, presque plus d'impôts non plus.

Et toutes ces libertés retrouvées pour les patrons se traduisent par des profits records. Parce que, par tous ces moyens-là, grâce à l'aide de l'Etat, la bourgeoisie prend toujours davantage sur la part de la classe ouvrière. C'est ce que Balladur veut dire quand il présente la *"régulation salariale"* comme *"l'alpha et l'oméga de la politique économique du gouvernement"*.

Mais on n'a pas tout vu encore. Loin de là. Demain, toutes les barrières légales peuvent sauter, tous les obstacles à l'exploitation directe et sauvage qui existent dans les pays pauvres littéralement affamés par les riches ces dernières années peuvent tomber. Ici aussi, même si ça ne fait que commencer.

En l'espace de quelques années, les conditions de vie des travailleurs ont beaucoup changé. Chacun s'en rend compte. Et d'ici à ce que de petits patrons rapaces soient autorisés à ouvrir des camps de travail qu'on baptisera "prisons privées", il n'y a pas loin ! Chalandon en parle sérieusement !

Aujourd'hui, la classe ouvrière peut encore réagir. La bourgeoisie n'a pas le dos au mur. La crise n'a pas entraîné encore une chute brutale de la production et des profits, où ce serait une vraie lutte à la vie à la mort pour les dividendes. La production stagne parce qu'il n'y a pas d'investissements, mais la bourgeoisie augmente ses profits et elle a besoin de la production pour ça. Alors, elle peut céder si nous exerçons sur elle la pression nécessaire. Elle a les moyens de donner, et elle n'a pas envie de perdre.

Mais les travailleurs ne doivent pas attendre que la situation économique empire pour montrer leur force de classe, leur force politique, leur résolution à ne pas accepter tous les sacrifices tandis que les riches font tous les bénéfices.

Car si les travailleurs attendent le pire, si nous attendons le pire, il sera probablement trop tard. Si on les laisse faire, on peut se retrouver un jour dans des bidonvilles ou à la soupe populaire, avec, en prime, un dictateur au pouvoir, parce que ça a toujours fait un lot.

On pourrait hériter d'un Le Pen, comme d'autres auparavant ont eu un Pinochet ou un Hitler quand il s'est agi de les faire travailler au maximum. Avec précisément pour devise : *"Le travail rend libre"*.

Parce qu'on sait où ça commence, leur *"liberté des prix"*, leur *"liberté d'entreprendre"* ou leur *"liberté du travail"*. Et on sait aussi où ça finit, à la liberté pour une petite minorité de parasites de surexploiter le travail des autres. Jusqu'aux camps de travail si besoin.

Nous n'en sommes pas là. Nous ne sommes pas tous résignés, on l'a vu dans les grèves et les manifestations récentes.

Et nous avons encore la liberté de faire basculer le rapport de force en notre faveur.

Arlette LAGUILLER

Les cent jours de l'empereur Bokassa Ier ont duré deux minutes

L'ex-empereur de Centrafrique, Bokassa, a été accueilli dès son arrivée à l'aérodrome de Bangui par les hommes de la garde présidentielle centrafricaine. Le retour surprise de l'ancien dictateur dans sa capitale, qui s'est terminé non au palais impérial mais en prison, était de toute évidence voué d'entrée à l'échec.

Alors qu'est-ce qui a bien pu lui prendre, lui qui, destitué de ses fonctions impériales par les soins de l'armée française, après avoir mis tant d'années ses talents de dictateur sanguinaire au service de l'impérialisme français, vivait tout de même dans un confortable château dans les Yvelines ? La presse laisse entendre que l'ancien dictateur était en pleine dépression de se voir reléguer sans honneurs, lui qui avait connu les fastes de la vie d'un empereur aux poches pleines de diamants, qu'il distribuait généreusement à ses chers amis : son *"cher cousin"* Giscard par exemple.

Alors bien sûr, on peut toujours se gausser après coup de la suffisance ridicule d'un Bokassa en nous remontrant comme l'a fait la télévision française, à l'occasion de son épopée sans gloire, une vieille image de lui, couronné, devant un aigle impérial en or massif. Mais ce sont les gouvernants français qui avaient fait de cet ancien sous-officier de l'armée coloniale française, à cause justement de ses talents de brute épaisse, le dictateur sanglant de Centrafrique. Et le gouvernement français était bien représenté à la cérémonie lorsque, mégalomane, il avait tenu à se faire sacrer empereur. Et le président de la République française était bien content de le compter parmi ses amis, et les industriels français bien contents de faire des affaires grâce à lui, avant qu'on ne le considère comme trop gênant, lorsque ses crimes (notamment des massacres d'enfants) furent rendus publics.

Bokassa a craqué. Peut-être. Ses *"chers cousins"* pas encore. Dommage. Qui est le plus dépourvu de conscience ?

Chirac et les résidus de l'empire

Après la visite qu'il avait effectuée il y a peu de temps en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, Chirac est allé le week-end dernier visiter les résidus de l'empire colonial français de l'Océan indien, de Djibouti à la Réunion, en passant par l'archipel des Comores.

Djibouti, bien qu'Etat officiellement indépendant depuis 1979, méritait bien sûr une halte : ce petit bout de territoire à la pointe de la corne de l'Afrique héberge toujours une base militaire française de 4 000 hommes, avec une dizaine de Mirage prêts à intervenir dans la région, (l'est de l'Afrique, la Mer Rouge et le Golfe persique), et une partie de la flotte française de l'Océan indien destinée à protéger la route du pétrole.

Département français et fief de Michel Debré, la Réunion, elle, méritait, surtout une visite préélectorale du chef de file du RPR ; et celui-ci apportait dans sa besace quelques milliards de subventions à distribuer, ou tout au moins à promettre.

Mais le passage le plus délicat du voyage était la visite de l'archipel des Comores. Lorsque le gouvernement français avait accordé l'indépendance à l'archipel, en 1974, l'une des îles, Mayotte, avait voté contre cette indépendance. Elle est restée depuis provisoirement rattachée à la France en attendant une solution. Mais, on a comme l'impression que les gouvernants de la France y tiennent bien peu. Quelques voix de plus n'étant jamais à négliger, le RPR avait promis aux électeurs de Mayotte un statut de département d'outre-mer pour leur île. Comment éviter d'en reparler sans avoir l'air d'oublier ses promesses ? Cela demandait évidemment au Premier ministre quelques contorsions oratoires.

Mais s'il faut ménager les électeurs mahorais, il faut aussi ne pas se fâcher avec le gouvernement des Comores qui a, entre autres, le mérite — Chirac a tenu à l'en remercier — d'être intervenu pour que la France puisse toujours faire partie des pays *"riverains de l'Océan indien"*. Celle-là, il fallait l'inventer. Mais comment, sans ce droit de riveraineté, la France pourrait-elle continuer à faire croiser sa marine de guerre dans la région et à s'y illustrer glorieusement comme elle l'a fait le 9 octobre dernier en coulant un navire de pêche qui avait le malheur de prendre des poissons "à nous" en plein dans *"nos eaux"* de l'Océan indien ?

"J'ai donné l'ordre de tirer", a tenu à affirmer Chirac. Quand on se veut une grande puissance, on se doit d'avoir un grand amiral.

O.B.

Faire grève pour les syndicats ou faire grève pour les objectifs des travailleurs?

Cela faisait longtemps, depuis 1977, qu'il n'y avait pas eu de journée d'action de cette ampleur, a-t-on entendu dire au lendemain du 21 octobre. Dans de nombreuses villes et à Paris, les cortèges syndicaux — et en particulier ceux de la CGT, les plus nombreux — ont rassemblé des dizaines de milliers de manifestants. Et le nombre de grévistes, dans le pays, a dû se chiffrer par millions.

Si, dans les grosses entreprises du secteur privé, il n'y a eu que peu de débrayages, généralement minoritaires, les gros bataillons des grévistes se sont surtout recrutés parmi les travailleurs des services publics, essentiellement les cheminots, les enseignants, les gaziers et électriciens, les postiers, les communaux. Du côté du pouvoir et de ses soutiens, on a eu beau essayer de présenter les travailleurs du secteur public comme des "privilégiés", on n'a pas réussi pour autant à les faire renoncer à leur protestation contre les réductions de salaires et les réductions d'effectifs. Et on n'a pas non plus réussi à dresser les travailleurs du privé contre ceux du public, car la grève de ces derniers a été plutôt bien vue de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il n'est pas vrai que les travailleurs de la fonction publique ont vu leurs salaires suivre l'évolution du coût de la vie, comme le prétend le ministre Hervé de Charette, qui "charrie" en incluant dans ses calculs les tripatouillages du style "glissement vieillesse technicité", c'est-à-dire les évolutions hiérarchiques, et qui considère la masse salariale et non le salaire effectif pour une catégorie donnée. Et il n'est même pas vrai que les effectifs diminuent sans licenciements, uniquement par des départs en retraite non remplacés, alors que la fonction publique, pratiquement depuis toujours, emploie des travailleurs qu'elle ne titularise pas et dont elle se débarrasse sans entraves légales ou réglementaires, selon son bon vouloir.

En réalité, dans la période qui vient, les travailleurs de la fonction publique ne sont pas les moins visés, au contraire. Ce sont eux qui risquent maintenant d'avoir le plus à affronter les coups bas contre leur niveau de vie et contre leurs conditions de travail. Celles-ci ne peuvent qu'empirer au fur et à mesure que les effectifs vont diminuer, et tel est bien l'objectif du gouvernement. Car si dans le secteur privé les patrons peuvent maintenant difficilement descendre en-dessous de certains effectifs sans risquer de compromettre la production, et par conséquent leurs bénéfices, eux qui ont déjà dans une grande mesure licencié en masse et qui font déjà tourner leurs usines avec un personnel minimum, dans le secteur public il n'y a pas de bénéfice à faire. Moins il y a de personnel, et plus l'usager est mal servi. Mais ça, les capitalistes et les gouvernants à leur service s'en moquent. L'Etat-patron n'a rien qui puisse le retenir en matière de réduction de personnel, si ce n'est la réaction des travailleurs du secteur public eux-mêmes, ou celle des usagers. Mais il est certain que le gouvernement n'a pas fini de vouloir réduire les dépenses des services publics, pour avoir la possibilité de distribuer encore plus de cadeaux aux possédants, sous une forme ou sous une autre.

(SIPA)

le gouvernement de droite ne fait d'ailleurs que continuer sur la lancée du gouvernement de gauche dans ce domaine. *Libération* le rappelle mardi 21 octobre, et *L'Humanité* du lendemain cite son confrère. En omettant toutefois de rappeler que le PCF était partie prenante dans cette offensive contre les travailleurs des services publics.

N'est-ce pas Anicet Le Pors, ministre PCF de la Fonction Publique, qui alla le premier "au charbon" en annonçant début 1982 qu'il allait limiter les augmentations de salaires prévues pour les fonctionnaires, faisant l'unanimité des syndicats contre lui, CGT incluse ? Et si en juin 1982, Marchais déclarait désapprouver le blocage des salaires, les députés PCF comme ceux du Parti Socialiste le votèrent et les ministres l'appliquèrent. Et c'est toujours Anicet Le Pors qui annonçait en septembre 1982 une baisse de 1,6 % des salaires des fonctionnaires pour l'année en cours, donnant ainsi l'exemple aux patrons du privé. Et n'est-ce pas au moment où Fiterman était encore ministre des Transports, qu'à la SNCF on supprima 1.500 emplois en 1983, pendant que se profilaient des licenciements massifs dans l'automobile, chez Citroën, chez Talbot et que son collègue de parti et de gouvernement, Jack Ralite, sévissait comme ministre de l'Emploi ?

Aujourd'hui la situation est évidemment plus claire. Tous les travailleurs voient bien où veut en venir le gouvernement actuel, et celui-ci n'est pas en mesure de leur demander comme les gouvernements de gauche une quelconque solidarité, car il ne dispose d'aucun crédit auprès d'eux. Alors, aujourd'hui, il n'y a plus d'illusions qui retiennent les travailleurs. Et c'est tant mieux. Mais encore faut-il que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la direction de leurs luttes, s'ils ne veulent pas se contenter de journées d'action sans lendemain, s'ils ne veulent pas tirer les marrons du feu pour les seuls appareils syndicaux, et au travers d'eux les appareils politiques qu'ils servent et qui, eux, ne visent, à l'aide de ces actions, qu'à préparer une prochaine alternance au gouvernement.

Louis GUILBERT

Editorial des bulletins d'entreprise du 22 octobre 1986

Avertir, c'est bien. Faire reculer, c'est mieux.

Apparemment, globalement, la grève du 21 octobre a été assez bien suivie, montrant quand même un mécontentement profond parmi les travailleurs de la fonction publique, les seuls appelés à faire grève par l'ensemble des syndicats, mais aussi parmi un certain nombre de travailleurs du secteur privé appelé par la CGT.

Mais le problème de savoir comment les travailleurs peuvent vraiment se défendre reste entier.

De la part des directions syndicales, il s'est agi hier d'une journée de grève symbolique, même si pour la CGT la journée s'inscrivait dans le cadre d'une semaine d'action. Les syndicats ont-ils voulu faire un test, mesurer la combativité des travailleurs ? Ont-ils voulu saisir une occasion de discuter avec la base, pour envisager les prochaines formes de lutte ? Bien sûr que non. Les dirigeants syndicaux ont simplement voulu prouver qu'ils ont de l'influence sur les travailleurs. Car ce qui importe aux dirigeants syndicaux, c'est à la fois de faire de telles démonstrations, tout en laissant croire que le reste, la défense des intérêts de la classe ouvrière, ne dépend que de leurs pourparlers avec le patronat et le gouvernement. Et ils ne sont même pas gênés si cela n'aboutit qu'à approuver telle ou telle modalité de licenciement !

A l'heure actuelle, il y a du chômage. Le niveau de vie des travailleurs a baissé. Les patrons, eux, gagnent plus qu'avant, bien que la production diminue et qu'ils vendent moins, parce qu'ils se rattrapent largement sur les salaires qu'ils n'ont plus à payer, sans compter les différents dégrèvements d'impôts et de charges sociales que leur accorde le gouvernement.

Alors, de deux choses l'une : ou bien nous serons toujours défendus par les mêmes avocats, les dirigeants syndicalistes, qui, s'ils ne sont pas véreux, sont inefficaces ; ou bien les travailleurs se passeront d'avocats et se défendront par leurs armes propres, sans compter ni sur les députés politiques du Parlement, ni sur les députés des hautes sphères syndicales.

Pour cela, les travailleurs ont à vaincre leurs propres hésitations, dues surtout à la propagande gouvernementale qui veut faire croire que les grèves compromettent les entreprises. Mais les travailleurs ne peuvent guère pour cela compter sur les dirigeants syndicaux que nous voyons à l'œuvre. Les appareils syndicaux vivent des avantages sociaux que les lois sociales et les conventions collectives leur accordent à eux plus qu'aux travailleurs. Ils ont plus besoin du gouvernement pour exister que des ouvriers. Et quand ils ne jouent pas un rôle de frein, ils ne font rien qui pourrait permettre aux travailleurs de faire reculer le gouvernement et le patronat.

Aujourd'hui, la bourgeoisie française s'enrichit grâce à la crise et au chômage. Et ce n'est pas contradictoire. Cela fait longtemps que le malheur des uns fait le bonheur des autres. La bourgeoisie pourrait payer pour tous les dégâts économiques qu'elle a commis, chômage et autres, car elle en profite, et continue à en profiter.

Mais nous sommes convaincus que, tôt ou tard, la classe ouvrière saura surmonter tous les obstacles destinés à l'intimider, à la diviser, à l'empêcher de prendre conscience de sa force, pour mener le véritable combat qui lui permettra de passer vraiment à l'offensive.

Mesure anti-grève

Lundi, une vingtaine de désignations d'office ont été distribuées à des employées du Centre 1 et quelques autres au Centre 2.

Au nom du service public, de la nation et des lois de la République, ces employées ont été interdites de grève le 21 et priées de se présenter au travail avec menace de sanctions "disciplinaires" à l'appui.

Le service public, l'administration s'en contrefiche. Par contre, elle prend le prétexte de la grève du 21 pour rappeler les employées à leur devoir. Et, pour limiter nos droits, l'administration est effectivement capable de ressortir des textes vieux comme Hérode, ou de s'en fabriquer de nouveaux sur mesure.

Mais, face à une mobilisation importante et déterminée des employées, tous ces règlements ne seraient que chiffons de papier.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
(Chèques Bourseul - Paris)

Division syndicale à la Guadeloupe

A la Guadeloupe, la journée de grève du 21 octobre a eu lieu en deux temps, les 21 et 23 octobre. La division syndicale n'est pas moins grande qu'en France !

Voici un extrait de l'éditorial de *Combat Ouvrier* (journal trotkyste antillais) du 18 octobre, publié avant ces deux journées, sous le titre : *"Le 23 octobre, donnons un avertissement sérieux à tous nos exploiteurs"*.

"La CGTG appelle tous les travailleurs de la Guadeloupe à faire grève le 23 octobre. Participer massivement à un tel mouvement permettra de montrer quel est en Guadeloupe le mécontentement des exploités. Cela permettra de rassembler les forces indispensables à la lutte plus longue pour faire reculer véritablement les capitalistes.

Le fait que la FEN, syndicat d'enseignants, ne s'est pas mise d'accord avec la CGTG et a maintenu un appel à la grève deux jours plus tôt, le 21 octobre, peut gêner certains travailleurs. La FEN avance l'argument selon lequel il faut faire grève le même jour que les fonctionnaires en France. Mais les travailleurs de France préféreront certainement apprendre que, deux jours après leur grève, un grand mouvement de tous les travailleurs s'est déroulé en Guadeloupe, plutôt que d'avoir les seuls enseignants de la Guadeloupe en grève avec eux le 21 octobre. Le prétexte avancé par la FEN ne tient pas. Toutefois, si du côté de la CGTG comme de celui de la FEN, il y avait eu une volonté farouche d'organiser une lutte ensemble, une solution commune serait apparue. (...)

Certains travailleurs déplorent le fait que la CGTG n'a pas prévu ni appelé à une action commune avec d'autres syndicats, tels le MASU et l'UGTG. Il est vrai que la CGTG, en agissant ainsi, a pris la responsabilité de donner à ces syndicats un prétexte pour ne pas participer à la grève du 23."

SYNDICATS :

Ils glanent du "grain à moudre" ils ne récolteront que du mépris

Tous les syndicats, sauf la CGT, ont déjà signé un accord sur les procédures des licenciements économiques, ou s'apprêtent à le faire.

Ce n'est tout de même pas parce que ces dirigeants syndicalistes ont montré qu'ils pouvaient de temps en temps appeler à une journée d'action sans lendemain, qu'ils tiennent à ce que le patronat et le gouvernement s'imaginent qu'ils sont devenus "intraitables". En acceptant, le jour même de la grève du 21 octobre, de signer un texte définissant les modalités de licenciement, suite à la suppression de l'autorisation administrative en juillet dernier, on ne peut pas dire que ces syndicalistes aient eu une attitude particulièrement glorieuse. Ivres de palabres, ces champions de la négociation autour du tapis vert ont une fois encore roulé sous la table.

Certes l'obligation de demander l'autorisation administrative ne protégeait en rien les travailleurs contre les licenciements. Dans 90 % des cas, cette autorisation était accordée dans les délais. Et pour le reste, une fois quelques oublis au niveau de la paperasse réparés, les patrons ne rencontraient aucun obstacle réel pour licencier qui ils voulaient, et pratiquement quand ils le voulaient.

Mais, aussi nulle pour empêcher les licenciements que cette loi ait été dans les faits, les patrons lui reprochaient de les retarder pour prendre les mesures nécessaires lorsqu'ils se trouvaient devant des difficultés économiques. Et toute une frange de ceux-ci voyaient dans la suppression de cette loi (édictée par Chirac en 1975) le symbole de la liberté retrouvée, celle de licencier à leur gré, sans contrôle et sans même la nécessité d'informer l'administration. La suppression de l'autorisation administrative, votée en juillet, leur enlevait toute obligation, même symbolique, pour tous licenciements collectifs dont le nombre était inférieur à 10 salariés. D'où cette possibilité de licencier autant qu'on voulait dans ces conditions, du moment que c'était "par paquets de neuf".

Les textes de l'accord que viennent de parapher les syndicats (sauf la CGT) prévoient qu'on n'aura plus droit qu'à trois "paquets de neuf" en six mois. Au-delà, il faudra élaborer un "plan social" à soumettre à l'administration, laquelle se voit par ailleurs interdire de "porter une appréciation" sur le plan social en question. L'accord prévoit également des procédures de double consultation du Comité d'entreprise pour plus de dix personnes licenciées. Pour moins de 100 licenciements, les deux réunions du CE doivent être espacées de 30 jours; de 100 à 250 licenciements de 45 jours; et pour plus de 250 licenciements, de 60 jours. L'administration aura un droit de regard pour vérifier que les procédures ont été respectées et vérifier qu'il y a un plan social. Elle devra se prononcer dans un délai de 14 jours pour moins de 100 licenciements; dans un délai de 21 jours pour 100 à 250 licenciements; et de 30 jours pour plus de 250. *Mais l'administration ne disposera d'aucun moyen de bloquer les licenciements.*

Autant dire la totale nullité de toutes ces procédures pour empêcher ou même freiner en quoi que ce soit les licenciements. Il fallait cependant quand même quelque chose qui permette aux dirigeants syndicaux signataires de dire, comme l'ont fait ceux de la CFDT, qu'ils ont signé *"pour ne pas prendre le risque de perdre demain ce que nous avons gagné aujourd'hui"*. Ils s'appuient pour cela sur le fait que l'accord prévoit pour tous les licenciés économiques, même ceux des petites entreprises, la possibilité de bénéficier soit de la préretraite, soit de "stages de reconversion" pendant cinq mois indemnisés à 70% du salaire brut. Mesures possibles mais non obligatoires, et qui pour l'essentiel ne seront d'ailleurs guère à la charge des patrons. Les cinq mois de stage "bidon" à l'issue desquels ne sortent pour l'essentiel que des chômeurs, seront largement, et même au-delà, couverts par les deux mois de préavis et les trois mois d'allocation chômage qui suivent. Quant aux pré-retraites FNE, c'est l'Etat qui les subventionnera à raison de 65.000 francs par an et par personne.

Voilà à quoi se résume l'inventaire du contenu de l'accord. Reste que, côté syndical, il n'a pas été signé pour ce qu'il contient — c'est-à-dire zéro. Mais les dirigeants des centrales cherchent désespérément "du grain à moudre", et font preuve, devant les patrons et devant le gouvernement, de leur "bonne disposition". Ce qui ne leur évitera sans doute pas — en cette période de crise — d'être remerciés par ceux-ci à coups de pompes dans les fesses. Ni de voir de plus en plus de travailleurs tourner les talons devant ces prétendus avocats de leur cause.

Louis GUILBERT

— Manifester après avoir signé. Les patrons sont libéraux et les syndicalistes libérés... des intérêts des travailleurs. (AFP)

EN BREF

Et vlan Pasqua l'éponge

Le CRS Gilles Burgos avait cet été, au bout d'une course poursuite rue Mogador, tué de deux balles dans le dos un jeune automobiliste, Loïc Lefèvre.

A l'époque, Burgos affirmait, à l'encontre de plusieurs témoins, qu'il avait agi en état de légitime défense. Aujourd'hui, il reconnaît qu'il a "bricolé" sa version, sur les conseils de certains gardiens de la paix. Il admet qu'il a bien tiré à quatre mètres du fuyard, et non à dix ou quinze comme il l'avait d'abord prétendu. Il peut d'ailleurs difficilement dire le contraire, car tout l'accable : les témoignages de passants et l'expertise balistique.

Voilà Pasqua bien ennuyé. Le ministre de l'Intérieur n'avait pas hésité à l'époque, pour couvrir Burgos, à reprendre sa thèse. Pasqua menaça de traîner les journalistes et surtout les témoins devant les tribunaux, *"s'il y a eu présentation malveillante des faits"*.

Les témoins n'étaient pas malveillants. C'est le policier qui, sans doute, était mal-voyant.

— Il y a deux types de témoins : les policiers et les malveillants.

Prêts à tout, les usuriers

Le crédit a baissé, clament les banques, les organismes de crédit et les magasins. Voire... Si le taux d'intérêt affiché a en effet diminué, c'est souvent parce que les frais de dossier, de gestion, les commissions et rémunérations diverses que facture le prêteur ne sont plus, comme c'était auparavant obligatoire, compris dans le prix. Or, en matière de crédit à la consommation, ces frais sont proportionnellement très élevés. De 18 % affichés, on peut ainsi passer en réalité à 20, 23 voire 25 %, explique le journal *Que Choisir ?*

Bref, on ne peut accorder aucun crédit à ce que prétendent les prêteurs.

Catch olympique

Pour l'organisation des Jeux Olympiques de 1992, treize villes concurrentes étaient en lice. Barcelone a arraché les jeux d'été et Albertville ceux d'hiver. C'est mieux que l'inverse. Mais le vrai pied, tout le monde le sait déjà, ce sera pour Adidas. Et tous les autres !

L'octroi de La Défense

— Ce qui compte, c'est de passer à lá caisse.

Selon *L'Humanité*, les pouvoirs publics envisageraient d'instaurer un péage urbain sur l'autoroute A14, qui doit relier en 1992 La Défense à l'autoroute de l'Ouest.

Le projet de péage n'est pas nouveau, mais il se précise. Pierre Méhaignerie, le ministre qui supervise les Transports, a repris l'idée en mai dernier, en affirmant : *"Les mentalités changent et il n'est pas exclu de pouvoir implanter des portions d'autoroute à péage en zone urbaine"*. Philippe Levaux, président de la fédération patronale des travaux publics, indiquait, quant à lui, que les entreprises d'Ile-de-France étaient prêtes à engager les travaux et fixait même à dix francs le montant du péage.

Le pire dans cette affaire, c'est que l'autoroute A14, prévue initialement pour soulager l'A13, risque de provoquer des engorgements supplémentaires, l'instauration de barrages de péages créant inévitablement de nouveaux bouchons.

Bref, ça fera davantage circuler l'argent que les automobilistes.

Lutte anti-terroriste : ça "avance"

La 14e section anti-terroriste du Parquet de Paris vient d'être constituée. C'est elle qui devra prendre en charge toutes les affaires relevant du terrorisme, nous dit-on.

A en croire *Le Figaro*, les magistrats se sont bousculés au portillon pour se retrouver dans cette 14e section. Et la lutte aurait été chaude pour la première place, finalement échue au juge d'instruction Alain Marsaud. On pourrait se demander si cet engouement tient de l'héroïsme ou du tire-au-flanc, dans la mesure où il n'y a, à l'heure actuelle, personne à juger...

La lutte anti-terroriste donne de l'avancement à certains. C'est un premier résultat...

Union carnage

Aux 2.100 morts asphyxiés par l'usine Union Carbide de Bhopal, viennent s'ajouter tous les jours de nouvelles victimes. Sur le coup, les médecins (ou les autorités parlant en leur nom ?) avaient affirmé que la fuite de gaz n'aurait pas de conséquences à long terme sur la santé de la population. On sait aujourd'hui qu'un grand nombre de gens souffrent de maladies graves des voies respiratoires, des yeux, du système nerveux.

Près de deux ans après la catastrophe, un grand nombre de familles de victimes n'ont toujours pas obtenu d'aide.

Le procès vient de s'ouvrir. Aux premières audiences, les avocats du trust étaient absents : ils n'avaient, paraît-il, pas reçu la convocation du tribunal. Les empoisonneurs n'ont même pas perdu leur arrogance.

J.O. et J.R.

A la tête du mouvement olympique, il y a les 89 membres du CIO. Parmi ces dirigeants, la profession la plus représentée, et de fort loin, est celle d'administrateur de sociétés. 33 d'entre eux sont hommes d'affaires.

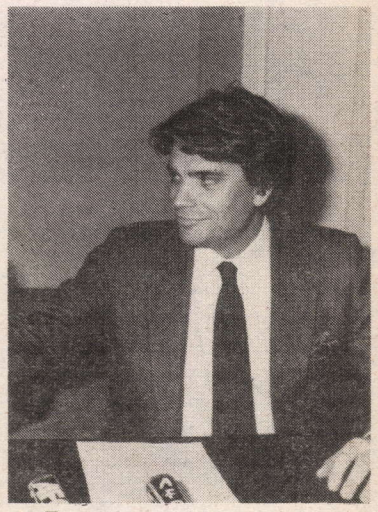
Ils sont chargés non seulement de choisir les villes organisatrices, mais aussi de veiller à la pureté de l'esprit olymfric !

Quel humour

Bernard Tapie a annoncé à la presse, le 16 octobre, qu'il allait vendre toutes ses sociétés. Et le lendemain, il a démenti, en disant que c'était de l'humour.

Ça fait plaisir d'avoir des patrons qui savent rigoler. Mais n'est-ce pas un peu fort de confier le sort de milliers de familles ouvrières à des gens pareils, qui se comportent comme des seigneurs féodaux ?

Le capitalisme, c'est pourtant cela.



— Farceur...

L'équilibre entre les Grands

En septembre, les USA ont expulsé 25 membres de la mission soviétique à l'ONU. Riposte des Russes : cinq diplomates américains ont été priés de quitter l'URSS. Re-riposte US, en date du 21 octobre : 55 Soviétiques sont renvoyés des USA, dont cinq en contrepartie des cinq Américains, et les cinquante autres sans raisons précises, si ce n'est la nécessité de rétablir l'équilibre entre les missions diplomatiques des deux pays.

Là-dessus les Russes renvoient encore cinq américains.

Cela va-t-il continuer ? Ne restera-t-il bientôt que les ambassadeurs, voire le téléphone rouge ?

Pour le moment, les USA ont donc une "balance diplomatique" équilibrée. C'est plus facile que d'obtenir l'équilibre du commerce extérieur.

Riches-parade

Chaque année *Forbes-Magazine* publie la liste des 400 Américains les plus riches, avec une évaluation de leur fortune. L'an dernier, le plus "pauvre" de ces riches possédait 150 millions de dollars, soit environ 4.000 ans de salaire d'un smicard. En 1986, la barre est à 180 millions, soit 20 % de plus. Quant aux milliardaires en dollars, ils sont 26 en 1986, contre 14 seulement un an plus tôt. Le journal ne dit pas combien il a fallu de pauvres supplémentaires pour permettre cette multiplication des gros magots.

Restons sobres

Les journaux financiers annoncent que les AGF (Assurances Générales de France) viennent d'acheter dans le Bordelais un vignoble de 171 ha, produisant environ un million de bouteilles, dont le quart est exporté vers les Etas-Unis.

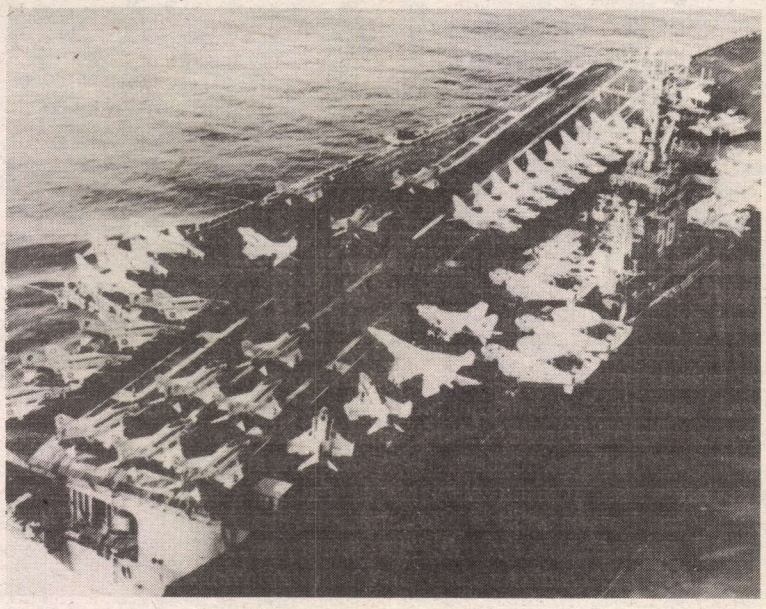
Pas étonnant : avec la crise, les capitalistes ne savent plus quoi faire de leur fortune. Le directeur financier des AGF vous le dira : à chaque matin, son lot de soucis ! Où placera-t-il les centaines de bâtons dont il dispose ?

Alors, à défaut de créer des emplois, les AGF se font pinardiers.

Quant aux membres du personnel qui croient qu'ils auront quelques bouteilles à prix coûtant, ils peuvent toujours espérer. Ce sera comme pour les places au stade de Bercy, où les AGF possèdent des loges.

Les poches maigres du Pentagone

Le Congrès américain vient de réduire d'environ 15 % le budget de la Défense que Reagan voulait faire adopter. De ce fait, les crédits destinés à l'achat de nouveaux missiles, d'un sous-marin, d'avions, d'obus à gaz dernier cri et d'autres instruments de ce genre, ne représenteront QUE deux fois le budget total d'un pays comme la France.



— Des ronds dans l'eau.

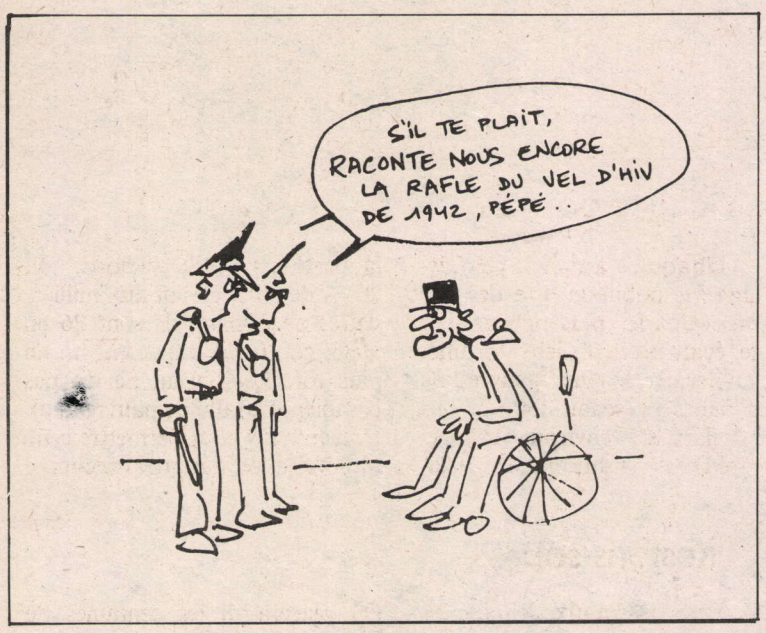
CHIRAC - PANDRAUD - PASQUA :

Pour rafler des voix, on rafle des immigrés

En expulsant 101 Maliens par avion Charter, Pasqua et Pandraud ont voulu faire du spectaculaire.

Tout le monde a su que des policiers ont envahi un foyer africain de Rosny où résidaient 200 travailleurs. Soixante résidents ont été arrêtés. Cinquante-quatre expulsés. Et les expulsés ont été dirigés, menottes aux poignets ou même enchaînés, dans un avion Charter affrêté pour la circonstance. La police ne les a pas laissés contacter qui que ce soit, ni avocats, ni consulat, ni famille.

Ce spectacle gêne certains, évidemment. Même un membre du gouvernement ! L'ex-président de *"Médecins sans frontières"* devenu secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme a déclaré qu'*"il est regrettable que cette expulsion spectaculaire ait pu donner l'impression que la France se livrait à une chasse aux étrangers"*. Mais il n'a ni démissionné, ni même franchement désavoué ses collègues policiers.



Et derrière la publicité, il y a l'ordinaire. *Le Monde* du 21 octobre rappelait que cent-quarante travailleurs immigrés étaient chaque semaine expulsés via Roissy, et cent chaque semaine via Orly. Robert Pandraud (cité par *Le Figaro*) indiquait que depuis le 9 septembre *"1700 étrangers qui se trouvaient en France en situation irrégulière"* ont été reconduits à la frontière.

Ce mouvement d'expulsion, comme se plaît à le dire la droite, a commencé d'ailleurs sous la gauche, dès qu'a pris fin l'offre de régularisation de la situation des travailleurs entrés clandestinement dans le pays. D'ailleurs, les éminences de gauche protestent davantage aujourd'hui contre la forme que contre le fond. Expulser, oui, pourquoi pas, mais légalement ! Et puisque la loi bourgeoise par les bons soins de la gauche aussi, permet tant de choses, pourquoi passer outre, n'est-ce pas ?

Mais surtout, les hommes du gouvernement Chirac et son duo Pandraud-Pasqua font de la surenchère électorale. Ils essaient du moins. Du spectacle destiné à cet électorat de droite dont les préjugés imbéciles balancent entre le RPR et le Front National.

Alors, à nouveau se multiplient les scènes indignes et affligeantes : les rafles dans les foyers, les contrôles dans le métro. La bourgeoisie veut-elle vraiment se débarrasser de travailleurs immigrés ? D'un certain nombre, probablement, mais probablement pas d'un nombre certain. Car jusqu'à nouvel ordre, la bourgeoisie continue à profiter largement de leur présence, et même de la présence de ceux qui sont en situation irrégulière, car ce sont ceux-là auxquels des petits ou plus grands patrons imposent n'importe quel travail, pour n'importe quel salaire. Parce que l'illégalité permet d'exercer un chantage permanent, pèse sur les salaires, les conditions de travail, y compris de l'ensemble des autres travailleurs.

Et cette politique démoralise un peu plus les immigrés, c'est-à-dire une partie de la classe ouvrière. C'est éprouvant, humiliant évidemment d'être contrôlé, montré du doigt. Ça l'est surtout de l'être sans soutien de la part du reste de la classe ouvrière.

Et pourtant, tandis que certains sont renvoyés chez eux, au pays, d'autres sont renvoyés chez eux, au foyer, par les patrons qui les licencient. Et si la destination géographique n'est pas la même, le sort des travailleurs, français et immigrés, est commun. Alors, pourquoi des divisions ? Pourquoi pas davantage de solidarité, et de lutte ou de riposte communes ?

Mais on n'a probablement pas vu encore le pire. Car on a connu une relative période de prospérité, ces vingt dernières années, où les manières des classes dominantes se sont un peu civilisées, dans les pays riches du moins. Elles sont pourtant en train de redevenir rudes. Le capitalisme, ce n'est pas l'élégance ni l'humanité dans les relations sociales. C'est l'exploitation, et avec la crise, l'oppression, le mépris, la jungle !

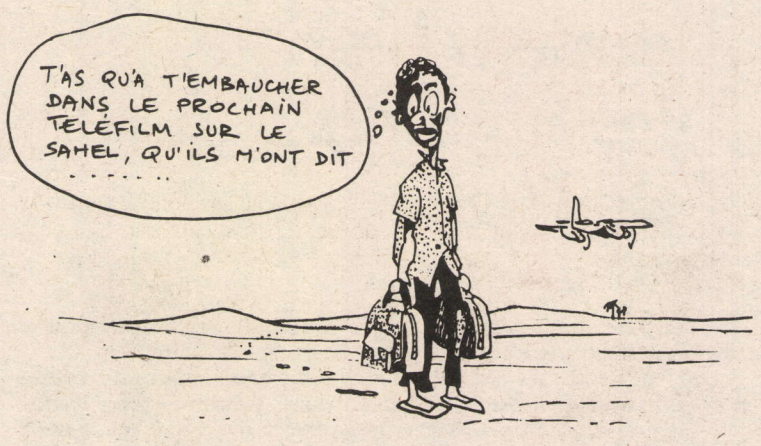
Et si la classe ouvrière ne sait pas, unie, imposer un autre rapport de forces, en sa faveur, alors oui, nous pouvons revenir vite 25 ans ou 30 ans en arrière, comme pendant la guerre d'Algérie. Ou même 40 ou 50 ans en arrière, comme sous le nazisme !

L'avenir dépend de la classe ouvrière.

Jean-Jacques FRANQUIER

Il ne s'agit pas des Maliens expulsés, mais de la rafle de l'ilôt de Châlons à Paris en mars 1984 à l'époque où la gauche était au pouvoir. (AFP)

HONNI SOIT QUI MALI PENSE



La chasse aux partisans de Ben Bella

En échange des services rendus par le gouvernement algérien

Dans la foulée de l'expulsion des 101 Maliens, Pasqua et Pandraud ont fait arrêter treize militants algériens du Mouvement pour la Démocratie en Algérie, le mouvement d'opposition au régime de Chadli lancé il y a deux ans par l'ancien président algérien des premières années de l'indépendance, Ahmed Ben Bella. Le gouvernement français compte les expulser rapidement, dès qu'il leur aura trouvé un *"pays d'accueil"* !

Encore une mesure abjecte ; et d'autant plus abjecte que le gouvernement insinue que s'il expulse ces militants c'est qu'ils pourraient avoir des liens avec les terroristes responsables des récents attentats. Les perquisitions ordonnées chez eux ont rapporté quelques munitions, sans même l'arme pour s'en servir, et quelques cachets ayant pu servir à la fabrication de faux papiers. Maigre tableau de chasse, qui sert de prétexte à l'expulsion d'opposants politiques au régime algérien, d'opposants qui, pour la plupart, sont des Algériens qui vivent en France avec leur famille depuis plus de 20 ans. Mais qu'à cela ne tienne, à défaut de preuve, il reste toujours les déclarations de Pandraud : *"Ben Bella n'a jamais abandonné ses tendances originelles. Il a commencé par le terrorisme, il reste terroriste"*.

Pandraud n'a peut-être pas encore digéré la défaite du colonialisme français en Algérie, et il remue les vieux démons du racisme anti-Arabe en France. La raison des expulsions est ailleurs évidemment : le gouvernement Chirac fait un petit cadeau au gouvernement Chadli, le gouvernement de ce pays qui doit son indépendance au combat à l'époque des partisans de Ben Bella, et à qui le gouvernement français à demandé récemment quelques menus services comme intermédiaire... dans ses négociations avec, justement des terroristes du Moyen-Orient. Donnant, donnant !

D'ailleurs, Chirac n'est pas le premier à faire la chasse aux opposants algériens pour faire plaisir au gouvernement Chadli : en 1983, le gouvernement Mauroy avait, quelques mois avant la visite du président Chadli à Paris, fait faire une perquisition au domicile qu'occupait alors Ben Bella dans la banlieue parisienne, et, sous prétexte qu'on y aurait découvert des armes (l'ex-président algérien avait bien évidemment, et nul ne l'ignorait, besoin d'assurer sa protection), il priait Ben Bella d'aller chercher refuge ailleurs. En Suisse où il est aujourd'hui réfugié.

Et puis le gouvernement Chirac fait ainsi d'une pierre deux coups : car la démagogie anti-algérienne est une valeur sûre de la France aussi profonde qu'imbécile. Ça rappelle à beaucoup des souvenirs, pas si vieux, et certains pourraient vite reprendre les vieilles habitudes.

Jean-Jacques FRANQUIER

La révolution ouvri

Il y a 30 ans

Les bourgeois occidentaux aiment bien les ouvriers... de l'Est

La presse, la radio, la télévision bourgeoisès fêtent à leur façon le trentième anniversaire de l'insurrection hongroise d'octobre 1956.

Ivan Levaï, sur Europe 1, rappelait quel grand craquement ces événements avaient été dans le monde soviétique. Le premier grand craquement sérieux. Et il se félicitait en quelque sorte que la statue de Staline et les dirigeants hongrois aient été déboulonnés par une révolte ouvrière. Ce serait la preuve que ce régime est anti-ouvrier. La preuve que le communisme serait nuisible aux travailleurs et que ceux-ci vivraient bien mieux dans les vieilles démocraties occidentales. Bref, les révoltes et révolutions de 1956 en Europe de l'Est justifieraient en quelque sorte l'Occident et le capitalisme !

Pourtant, question démocratie et droits des peuples, le monde impérialiste n'est pas meilleur que celui de la bureaucratie, sous Staline ou ses héritiers. Ces deux mondes s'épaulent. Et le 4 novembre 1956 en fut tout un symbole. Le jour où les tanks du Kremlin portèrent le coup de grâce à la révolution des conseils ouvriers hongrois, les impérialistes français et anglais envoyaient leurs propres tanks en Egypte. Et le 5 novembre, ces troupes débarquaient pour tenter de laver dans le sang l'affront subi par les gros actionnaires du fait de la nationalisation du canal de Suez par Nasser.

Les bourgeois occidentaux aiment bien les ouvriers. Encore faut-il qu'ils soient de l'Est. Et encore, leur sollicitude ne va pas bien loin : elle s'arrête là où commence le rideau de fer et reste affaire de mots. A l'Ouest comme à l'Est, les gendarmes des peuples se sont divisé le travail et s'entendent comme larrons en foire. Charbonnier est maître en sa demeure, et chacun fait régner l'ordre chez soi ! Cela n'empêche évidemment pas, ici, de verser quelques larmes sur le sort des prolétaires de là-bas. Et trente ans après que les ouvriers hongrois furent écrasés, cela n'engage plus à rien, tandis qu'aujourd'hui les "démocraties" occidentales continuent à trouver un intérêt direct à ce que l'ordre règne de l'autre côté du rideau de fer. Un intérêt immédiat, et qui s'est d'ailleurs renforcé depuis 1956 avec l'accroissement des liens économiques et financiers entre l'Est et l'Ouest. Les banquiers d'Allemagne de l'Ouest, par exemple, l'avouèrent franchement quand ils se félicitèrent publiquement de la mise hors la loi du syndicat Solidarité par le général Jaruzelski en décembre 1981 : pendant que la presse occidentale versait des larmes de crocodile sur le sort des dix millions de travailleurs membres de Solidarité, les banquiers occidentaux, eux, faisaient le compte de ce qu'ils avaient prêté à l'Etat polonais et des bénéfices qu'ils pourraient continuer à en retirer si Jaruzelski réussissait à briser la résistance des ouvriers polonais. En l'occurence, les intérêts des dirigeants de l'Est de l'Europe et ceux des capitalistes occidentaux n'étaient certes pas identiques, mais ils coïncidaient tout à fait.

Les uns et les autres savent parfaitement, quoi qu'ils en disent, que la classe ouvrière est leur ennemie. Et cela quelle que soit la partie de l'Europe ou du globe où elle se révolte. Par-delà les blocs ou les frontières, les travailleurs, quand ils se mettent à défendre consciemment et résolument leurs intérêts de classe, menacent les intérêts de tous les régimes d'exploitation et d'oppression de par le monde. Les tenants de ces régimes n'ont pas oublié, eux, la leçon de 1917, de cette révolution ouvrière qui, ayant débuté à un bout de l'Europe, éveilla la combativité et la conscience de millions de prolétaires européens, asiatiques et américains.

Les prolétaires hongrois n'ont pas pu "ébranler le monde" comme leurs frères russes de 1917. Ils n'en ont pas eu le temps et surtout il leur a manqué une direction révolutionnaire qui offre consciemment aux insurgés la perspective de s'adresser aux prolétaires de tous les pays et d'abord aux prolétaires polonais, tchèques, est-allemands ou soviétiques, à ceux qui leur étaient les plus proches par la géographie et par les conditions de vie et d'oppression auxquelles ils étaient soumis et qui parfois, comme en Pologne, se trouvaient même mobilisés. Les prolétaires hongrois ont su lutter les armes à la main, se doter dans le cours de la lutte d'organes de classe, les conseils ouvriers et les comités révolutionnaires, mais cela était insuffisant pour triompher. Pour cela, il leur aurait fallu disposer d'un parti révolutionnaire, un parti qui mène une politique internationaliste consciente, seule capable de trouver, au-delà des frontières de la petite Hongrie, des alliés de classe aux insurgés ouvriers de Budapest.

Alors, quand aujourd'hui la bourgeoisie occidentale célèbre l'"Octobre hongrois", en tirant un coup de chapeau à la classe ouvrière, quand elle souligne les aspects strictement nationaux de cette révolution, elle souligne avec son flair de classe ce qui fut fatal aux prolétaires hongrois de 1956.

Car l'Octobre hongrois de 1956 aurait pu être un Octobre 1917, un Octobre ouvrier internationaliste. Contagieux. Et qui aurait fait trembler aussi l'impérialisme. La bourgeoisie le sait. Elle sait ce à quoi elle a échappé, et ce qui représente toujours une menace pour son avenir. Et en saluant hypocritement les ouvriers hongrois, elle essaie de conjurer les démons.

Pierre LAFFITTE

— *Le portrait de Staline livré aux flammes.*

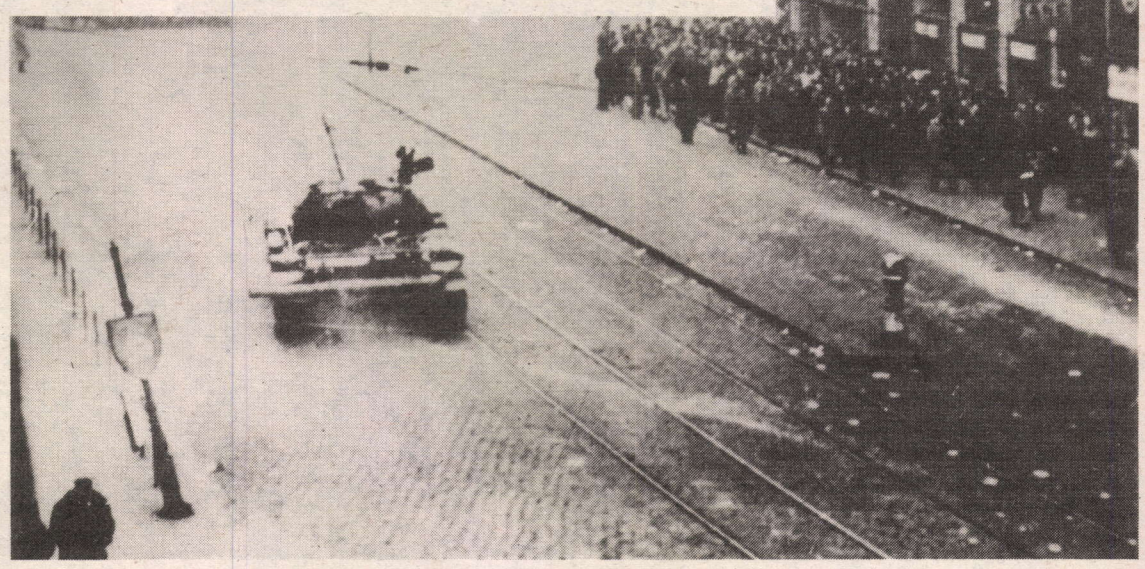
— *Des insurgés devant un char immobilisé.*

La brochure avec le texte de l'exposé du "Cercle Léon Trotsky" du 26 septembre 1986

"1956 dans les démocraties populaires"

est parue.

Prix : 10 F



(AFP)

— *Le retour des troupes russes : sur une avenue de Budapest, un char vient de tirer devant la foule hostile.*

ère éclatait en Hongrie

En Hongrie, comme dans un certain nombre d'autres pays d'Europe centrale, l'année 1956 vit, après qu'eut été connu le célèbre "rapport Khrouchtchev" sur le stalinisme, se développer au grand jour une aspiration à plus de liberté dans tous les domaines. D'abord limitée aux cercles de l'intelligentsia, cette revendication avait, au cours de l'été 1956, gagné des couches bien plus larges de la population hongroise.

Mais ce sont d'abord les étudiants de Budapest qui se mobilisèrent, le 22 octobre, quand furent connues les nouvelles en provenance de Pologne : dans ce pays Khrouchtchev et les dirigeants de la bureaucratie russe venaient d'accepter un compromis avec les dirigeants de l'Etat polonais, et notamment la venue aux affaires d'un homme qui avait réussi à se donner une image de rénovateur libéral et nationaliste, Gomulka. Dans toutes les facultés de Budapest eurent lieu des meetings où l'on dénonça les tares du régime et où l'on adopta un programme revendicatif dit des "seize points", mais que l'on peut résumer en trois mots : liberté, indépendance et démocratie.

DES MANIFESTANTS ETUDIANTS AUX — INSURGES OUVRIERS

Le 23 au matin, dans tout Budapest avaient été diffusés des tracts étudiants faisant connaître les "seize points" : dissolution de la police politique, élections libres, départ des troupes russes, etc. Et une dizaine de milliers d'étudiants manifestèrent en soutien à ce programme. Puis ils regagnèrent leurs facultés.

Tout aurait pu en rester là, si, à la sortie des usines et des entreprises, de nombreux travailleurs, à l'annonce de ces événements, n'avaient à leur tour gagné le centre-ville et ne s'étaient bientôt trouvés à 200.000 à réclamer, devant le Parlement, le départ des Russes et *"Imre Nagy au pouvoir"*. Celui-ci, qui passait pour le Gomulka hongrois, fit de vagues promesses à la foule et lui demanda de se disperser. Quand les manifestants s'éloignèrent, un nouveau slogan fusa : *"Demain, la grève"*. Et puis, comme ils avaient le sentiment confus qu'ils pouvaient enfin faire changer quelque chose, ils restèrent nombreux dans le centre-ville.

Le matin de ce 23 octobre, les écrivains, les étudiants, les opposants dans le parti avaient rêvé d'une manifestation respectueuse de l'ordre établi, pour faire pression sur la direction du Parti, sur Khrouchtchev, et obtenir le retour de Nagy ainsi qu'une certaine indépendance nationale. Mais le soir, la population travailleuse avait si massivement répondu à l'appel des intellectuels que les travailleurs occupaient désormais le devant de la scène et que plus personne n'était en mesure de les contrôler.

Dans la soirée, Gerö, l'un des dirigeants les plus haïs, parla à la radio : il annonça que le régime ne céderait pas à la pression de la rue et traita les manifestants de *"racaille fasciste"*. C'en était trop. Tandis que certains manifestants aidés de jeunes allaient abattre le symbole de tout ce dont ils ne voulaient plus, la statue géante de Staline qui dominait la ville, d'autres manifestants se rendaient à la radio pour y exiger qu'on diffuse sur les ondes les "seize points", afin que tout le pays pût en prendre connaissance. Ils en avaient assez des mensonges officiels mais n'obtinrent pour toute réponse que les balles de la police politique, l'AVH, qui tenait l'immeuble de la radio.

A l'annonce du massacre (il y eut des dizaines de morts), des manifestants accoururent en renfort de toute la ville. Les tanks et véhicules militaires qui venaient eux aussi d'arriver furent promptement immobilisés par la foule et celle-ci sut trouver les mots qu'il fallait pour que les soldats non seulement ne tirent pas mais donnent leurs armes aux manifestants, voire les rejoignent. En une nuit, le contact de la population allait suffire à dissoudre l'armée hongroise.

La détermination des manifestants à répondre aux massacreurs de l'AVH avait faire faire un bond au mouvement : on n'en était plus à une manifestation mais à une insurrection armée. Et celle-ci se renforçait maintenant de nombreux ouvriers venus des quartiers industriels et qui étaient allés chercher des armes dans les usines travaillant pour l'armée et dans les casernes.

Tous les dirigeants du régime, Nagy y compris, avaient de quoi trembler : incapables d'endiguer le mouvement, ils appelèrent les tanks soviétiques à la rescousse.

LA PREMIERE INTERVENTION MILITAIRE RUSSE

Quand ceux-ci apparurent au matin du 24 octobre, la population ouvrière, que les événements de la nuit avait renforcée, fit front : des barricades furent dressées, des travailleurs et des jeunes attaquèrent les chars au cocktail Molotov. Cette résistance et surtout cette mobilisation populaire unanime eurent aussi pour effet d'intimider en de nombreux cas les soldats russes. Ici, ils évitaient le combat, là les travailleurs cherchaient à gagner leur neutralité et parfois réussissaient à les faire passer de leur côté. Ces soldats voyaient bien qu'il ne s'agissait pas de "fascistes", contrairement à ce que leur avaient affirmé leurs officiers.

LA FLORAISON DES CONSEILS OUVRIERS

Mais, pendant que des détachements ouvriers se battaient dans le centre de la capitale, se déroulait un mouvement certes moins spectaculaire mais plus riche en signification sociale : dans toutes les usines, les entreprises du pays, les travailleurs créaient des conseils ouvriers et des comités révolutionnaires.

Ces conseils procédaient au désarmement de la police politique et allaient exercer le pouvoir dans leur ville, voire dans toute une région.

Le mouvement de la classe ouvrière était suffisamment profond pour que les travailleurs ne se contentent pas d'en faire des organismes ayant un vague droit de regard sur la gestion de leur usine. Ils s'emparaient de la forme des conseils pour en faire des organes de classe, organisant des groupes armés, intervenant de plus en plus dans tous les domaines de la société. Au travers des conseils, les travailleurs avaient mis en place l'embryon d'un pouvoir ouvrier. Ce caractère était particulièrement frappant en province. Les conseils y jouaient un rôle plus important qu'à Budapest où siégeait le gouvernement de Nagy.

La situation offrait un paradoxe. Face à l'armée soviétique, il n'y avait qu'une seule force : les ouvriers en armes. Ces ouvriers avaient déclenché l'insurrection, ils avaient dissous l'armée hongroise, ils avaient tenté de briser l'armée soviétique, ils s'étaient donné les moyens matériels et organisationnels, avec les conseils, de diriger la révolution. Seulement, ils ne voulaient pas diriger cette révolution. Il leur semblait tout naturel que ce soit quelqu'un d'autre qui le fasse, un Nagy ou un autre. Ils n'envisageaient pas un seul instant que la légitimité du pouvoir pouvait leur revenir dans sa totalité.

L'IMPASSE DU GOUVERNEMENT NAGY

Il eût fallu qu'ils franchissent une dernière étape : prendre consciemment le pouvoir. Mais il ne s'est trouvé personne au sein de la classe ouvrière pour dire aux travailleurs que c'était à eux, et à personne d'autre, d'instaurer un pouvoir représentant les masses populaires. Et il ne s'est trouvé personne non plus pour le dire, parmi les intellectuels et les militants qui se réclamaient des idées socialistes et communistes.

Les seuls réponses politiques aux aspirations et aux interrogations des travailleurs vinrent donc de Nagy et de ses amis. Ce furent des réponses truquées, ne résolvant aucun problème posé par la révolution, parce qu'elles noyaient les objectifs de classe des ouvriers dans le fourre-tout de l'unité nationale.

Alors, le 30 octobre, Nagy forma un gouvernement plus "démocratique" au sens bourgeois du terme, c'est-à-dire comprenant une palette plus variée de politiciens. A l'image de celui de 1945, ce gouvernement comprenait des ministres du Parti Communiste, du Parti des Petits Propriétaires, du Parti National Paysan et du Parti Social-Démocrate. Les politiciens de ces partis réintégraient l'appareil d'un Etat dont ils avaient été écartés dans les années 1947-1948.

De leur côté, les Soviétiques faisaient semblant d'accepter le nouveau cours adopté par Nagy. Ils avaient de toute façon besoin d'un répit pour évacuer des troupes dont le moral était extrêmement bas. Le 30 octobre, les blindés russes commencèrent donc à évacuer Budapest, mais le soir même de nouvelles troupes russes pénétraient en Hongrie.

Là encore, Nagy prit une décision qui semblait répondre aux vœux de la population sans lui ouvrir la moindre perspective : il décréta la neutralité de la Hongrie et son retrait du Pacte de Varsovie. La proclamation de la neutralité ne servait évidemment à rien, et l'appel à l'ONU encore moins.

En revanche, le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie, principalement destiné à être un geste en direction de l'Occident, donnait des arguments aux bureaucrates soviétiques, et surtout donnait l'impression de faire bande à part vis-à-vis des autres pays de l'Est, alors qu'il aurait fallu, au contraire, montrer que les intérêts des ouvriers de ces pays étaient les mêmes que ceux des ouvriers hongrois.

Mais Nagy et ses partisans ne voulaient pas que la révolution se propage aux autres pays.

L'INTERVENTION RUSSE DU 4 NOVEMBRE ET LA RESISTANCE OUVRIERE

Le 4 novembre à l'aube, les blindés soviétiques pénétrèrent à nouveau dans Budapest : les bureaucrates du Kremlin avaient décidé de noyer l'insurrection dans le sang. Au milieu du bruit assourdissant des bombardiers, des tanks et des mitrailleuses, la radio annonçait la formation d'un "gouvernement ouvrier et paysan" présidé par Janos Kadar à la place de celui d'Imre Nagy. Ce gouvernement contre-révolutionnaire arrivait dans les fourgons d'une armée russe de 200.000 hommes.

La résistance fut acharnée dans les centres les plus ouvriers du pays : Miskolc, Pecs, Dunapentele, Csepel ; et il fallut dix jours à l'énorme machine de guerre du Kremlin pour faire cesser la résistance armée. Pourtant la lutte héroïque de la classe ouvrière hongroise n'était pas terminée. Les travailleurs usèrent de la dernière arme qui leur restait, la grève. Celle-ci fut générale. Elle avait commencé dès le 4 novembre et allait se poursuivre pendant plusieurs semaines malgré les déportations, les exécutions.

Les travailleurs cherchèrent à opposer un front organisé face à leurs ennemis. Dans ce but, ceux de Budapest créèrent, le 14 novembre, un Conseil Ouvrier Central du Grand Budapest susceptible de parler au nom de l'ensemble de la classe ouvrière. Présidé par un ouvrier de 23 ans, Sandor Racz, le Conseil Central était devenu le seul organisme représentatif de la révolution face à Kadar et aux Russes. Incapable de venir à bout des conseils, Kadar fit appel une nouvelle fois aux troupes russes, le 21 novembre, pour interdire la conférence nationale des conseils ouvriers, conférence qui voulait chercher à les fédérer à l'échelle du pays.

Les travailleurs ripostèrent par une grève générale de 48 heures. Mais la grève prenait de plus en plus l'allure de combat d'arrière-garde. Le 11 décembre, alors que Kadar venait de faire arrêter les deux principaux dirigeants du Conseil Central Ouvrier de Budapest, les travailleurs ripostèrent à nouveau par la grève générale. Le gouvernement décréta alors la loi martiale, interdit les conseils et, le 13 janvier, instituait la peine de mort pour tout appel à la grève.

La résistance des travailleurs hongrois était, cette fois, brisée.

DES OPPOSANTS D'EUROPE DE L'EST ET LA RÉVOLUTION HONGROISE

Quel héritage ?

Plus d'une centaine de dissidents et opposants d'Europe de l'Est viennent de publier un appel, à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection hongroise. Parmi les signataires, des Hongrois comme Miklos Haraszti, Janos Kis, des Tchécoslovaques tel Petr Uhl, les Polonais Jacek Kuron, Adam Michnik et des Allemands de l'Est qui affirment : *"La tradition et les expériences de la révolution hongroise de 1956 restent notre héritage commun et notre inspiration"*.

Et pour eux, cet héritage de l'Octobre hongrois, c'est la lutte *"pour la démocratie politique dans nos pays, pour leur indépendance, pour le pluralisme fondé sur les principes d'auto-gouvernement, de réunification pacifique de l'Europe divisée"*, ou la volonté de *"vivre en paix dans une société libre et honnête"*. Tout cela ne serait que vœux pieux, si les "expériences" hongroises, tchécoslovaques ou polonaises de 1956, 1968 ou 1980-81 n'avaient montré à chaque fois que ce ne pouvait être qu'une illusion, souvent fatale, pour les peuples ou les travailleurs en lutte. Si c'est cela "l'héritage" de la Hongrie de 1956, ce ne peut être que l'héritage stérile d'un Imre Nagy.

Mais, loin de n'être qu'un simple exemple pour construire chacun dans son pays *"démocratie"*, *"indépendance"* et pour *"vivre en paix"*, la révolution des conseils ouvriers hongrois recélait potentiellement un capital de contagion sociale qui aurait pu servir de détonateur pour les luttes ouvrières dans d'autres pays, de levier pour faire sauter les frontières, de premier bastion pour la révolution mondiale. Et cela précisément parce que l'élément moteur de cette révolution était la classe ouvrière, même si elle n'est pas allée jusqu'à revendiquer explicitement le pouvoir, tout le pouvoir, au nom des exploités de Hongrie et d'ailleurs.

Certes, parce qu'aucune direction révolutionnaire consciemment internationaliste n'a aidé la révolution hongroise des conseils ouvriers à aller jusqu'au bout de ses possibilités, parce que cette révolution ouvrière a été vaincue, elle est restée sans marquer vraiment la conscience des travailleurs d'Europe centrale. Elle ne leur a pas laissé d'organisation révolutionnaire attachée à la tradition des conseils ouvriers. Et c'est cela, plus encore que son écrasement par les blindés russes, qui constitue l'échec de la révolution hongroise.

P. L.

INTERNATIONAL

HAÏTI

Les pauvres face aux successeurs de Duvalier

Dimanche 19 octobre il y a eu moins de 5 % de votants en Haïti pour une consultation visant à faire élire une pseudo-Assemblée constituante dont 41 membres sont soumis au suffrage des électeurs et 20 sont désignés par le gouvernement.

La population a boycotté cette mascarade organisée par le CNG (Conseil National de Gouvernement) en place depuis la fuite de Duvalier, pouvoir auquel se heurte aujourd'hui la population de Haïti. Si les Haïtiens, grâce à l'irruption sur la scène politique des pauvres et des travailleurs occupant la rue, se sont débarrassés d'un dictateur, ils doivent maintenant s'affronter à un pouvoir qui tente de maintenir l'ordre sans changer quoi que ce soit de fondamental dans le pays.

Sur la situation actuelle, nous citons ci-dessous des extraits de *Combat Ouvrier* (journal trotskyste antillais) du 11 octobre.

(AFP)

— Le gouvernement du général Namphy lors de son entrée en fonctions. Il est de plus en plus discrédité aujourd'hui.

"Le refus par les pauvres de Haïti d'envoyer leurs enfants à l'école a été la façon qu'a choisie la population d'exprimer à quel point elle ne veut plus supporter le régime en place. (...) Rien n'a changé. Le chômage continue à toucher 60 % de la population active ; c'est toujours la misère. (...) Des élections ont été promises. Mais elles restent toujours à l'état de projet. Une Assemblée Constituante est en cours de discussion. (...)

Depuis quelques jours, différents partis, au nom de la démocratie, réclament le départ de Namphy et la démission du Conseil National de Gouvernement (CNG). Cependant ce sont les mêmes "démocrates", Leslie Manigat et autres, qui ont aidé et conseillé le CNG à ses débuts. Même le Parti Communiste Haïtien, le PUCH, ne portait contre Namphy que des critiques respectueuses. (...)

Tous les politiciens démocrates ont toujours su que le CNG ne représentait pas le peuple. Que ne l'ont-ils traité d'usurpateur, de régime qui n'a aucun droit sur la population ? (...)

Mais aujourd'hui les manifestations ne cessent pas. Et même elles s'amplifient. (...) Elles ont fait l'objet d'affrontements avec la police, à Port-de-Paix, Jérémie et les Cayes.

Face au mécontentement qui dans les rues, dans les quartiers populaires, ne se calme pas, ces partis sortent de leur passivité. Ils se sentent obligés de parler du départ du gouvernement, car ils craignent de voir s'amplifier la colère des pauvres. Mais que demandent-ils ? Pas grand-chose : le remplacement du CNG par un nouveau regroupement de militaires, toujours autour d'un des fondateurs du CNG. (...)

Bien sûr, le Parti Communiste Haïtien, lui, proclame qu'un Comité de Salut public est nécessaire.

Ceux qui sont du côté des pauvres, du côté des travailleurs, du côté des masses qui manifestent, qui veulent que cela change, ne pouvaient qu'approuver et participer à une telle initiative. Toutefois la formulation de cette revendication par le Parti Communiste laisse l'impression que ce parti attend une officialisation de ce Comité de Salut public par les autorités en place, par les partis et personnalités démocrates. La création d'un tel Comité de Salut Public doit se passer de ces gens-là. Elle pourrait se faire quartier par quartier, autour de ceux qui sont actuellement en lutte. Les travailleurs d'entreprises en lutte, les pauvres des quartiers en colère peuvent choisir leurs représentants et créer à la base, autour d'eux, de tels Comités de Salut Public. Et ils peuvent s'y réunir pour discuter de leurs problèmes, du type d'actions à mener.

Si les militants communistes, si les membres du PUCH, au lieu de parler des Comités de Salut Public, les créent réellement, si ces Comités s'organisent immédiatement, sans délai, dans chaque ville, dans chaque quartier de Port-au-Prince et de sa banlieue, (...)si tous les comités se relient entre eux, c'est toute la population laborieuse, tous les pauvres des villes et des campagnes qui se donneront ainsi les moyens de faire face aux brutes militaires au pouvoir, mais surtout pourront avancer dans la réalisation de leurs revendications, sans attendre ni la Constituante ni les élections.

Si le PUCH est prêt à aller dans cette direction, il trouvera l'oreille et la participation active de nombreux militants présents dans les masses.

Mais si le PUCH se contente de brandir la proposition d'un Comité de Salut Public comme un drapeau de ralliement pour un tas de politiciens et soi-disant démocrates impuissants, en mal de colonne vertébrale pour se tenir droit face aux militaires, il trahira alors les intérêts des pauvres. Ce qui ne l'empêchera d'ailleurs pas d'être lui-même victime de ce manque de hardiesse révolutionnaire."

ÉTATS-UNIS

L'extrême-droite en butte à la police pour avoir concurrencé la mafia des grands partis

Sous le titre *"Raid contre LaRouche : ne marchez pas sur les plates-bandes des patrons"*, le bi-mensuel trotskyste américain *Spark* publie dans son numéro du 13 octobre un article consacré au changement d'attitude du gouvernement et de l'appareil d'Etat américain vis-à-vis de ce groupe d'extrême-droite qui a remporté récemment quelques succès électoraux en Amérique. En France, il s'est présenté avec moins de résultats dans différents scrutins sous le nom de Parti Ouvrier Européen.

"Début octobre, plus de 350 agents et officiers de police fédéraux et locaux, soutenus par des renforts terrestres et aériens, ont envahi le quartier général de l'organisation d'extrême-droite dirigée par Lyndon LaRouche, en Virginie. Des enregistrements ont été saisis et plusieurs dirigeants du groupe arrêtés, entre autres sous l'accusation de fraude sur des cartes de crédit.

L'organisation de LaRouche est apparue sous des noms divers : Comité pour une Politique Nationale Démocratique, Parti Ouvrier des Etats-Unis, et National Caucus of Labor Committees.

Ce raid gouvernemental survient juste après six mois de succès électoraux remportés par l'organisation de LaRouche dans des élections primaires démocrates. Dans l'Illinois, par exemple, ils ont obtenu leur désignation sur la liste démocrate pour le poste de lieutenant-gouverneur et de secrétaire d'Etat. Ils ont aussi emporté des nominations pour des postes au Congrès dans plusieurs autres Etats et ont réuni des suffrages significatifs dans d'autres encore.

Avant ces descentes de police, les patrons et les politiciens avaient une attitude différente envers le réactionnaire LaRouche et ses adeptes. Quand, dans les années 1970, ils calomniaient des militants, interrompaient des meetings et attaquaient physiquement des membres de groupes révolutionnaires, d'extrême-gauche, syndicalistes, ou de la communauté noire, le gouvernement fermait les yeux. Quand ils établirent des liens avec les nazis et le Ku Klux Klan, personne au sein du gouvernement ne prononça ne serait-ce que le mot descente de police.

En fait, dans les années 1980, avec leurs appels pour un renforcement des forces armées, pour le développement de l'armement de la Guerre des Etoiles et de la guerre bactériologique, pour plus d'armes nucléaires et pour l'incarcération dans les camps des victimes du SIDA, ils étaient considérés comme assez respectables pour que des membres du cabinet, des experts scientifiques gouvernementaux et des gens chargés de faire respecter la loi ou encore des membres des services de renseignement les reçoivent.

Aujourd'hui les forces de LaRouche se sont peut-être attaquées à un morceau trop gros pour elles.

Elles ont certainement constitué une épine dans le pied des Démocrates lors des élections primaires. Et peut-être que les Républicains craignent aussi qu'elles puissent leur poser un problème dans une élection générale en attirant une partie de leur électorat d'extrême-droite. Et les gens de LaRouche ont volé des hommes d'affaires, des banquiers et des sociétés en usant de procédés frauduleux. Alors le gouvernement leur donne une tape sur le poignet, un avertissement, pour qu'ils laissent tranquilles les banquiers, les hommes d'affaires et les politiciens bourgeois.

Le gouvernement cependant tient à conserver les forces de LaRouche en réserve. Ils savent que ces forces pourraient leur être utiles dans le futur en détournant l'opposition dirigée contre les patrons et leur système. Les forces de LaRouche font appel à la colère et à la frustration que beaucoup de travailleurs et de gens des classes moyennes ressentent aujourd'hui sous l'effet d'années de crise économique et de décadence sociale. Mais les gens de LaRouche jouent aussi sur les attitudes les plus réactionnaires, les préjugés et les peurs des gens, et font ainsi ressortir l'antisémitisme, le racisme et l'antiféminisme les plus vils. Les solutions radicales qu'ils proposent peuvent détourner la colère populaire sur d'autres victimes, aux dépens d'une lutte sociale réelle contre ceux qui dirigent la société.

Et même si les forces de LaRouche sont aujourd'hui tenues attachées, les patrons les laissent dehors pour le cas où ils voudraient les lâcher et les utiliser à nouveau demain."

Il y a trente ans, l'arrestation de Ben Bella:

L'armée décidait, le gouvernement socialiste entérinait

Un exemple de l'histoire récente qui montre comment et par qui s'exerce la réalité du pouvoir.

— Menottes aux poignets, les dirigeants du FLN capturés par l'armée française. A droite, Ben Bella.

Il y a trente ans, le 22 octobre 1956, pendant la guerre d'Algérie, les chasseurs de l'armée française interceptaient en plein vol un avion marocain transportant cinq des chefs du FLN algérien. Cet acte de piraterie aérienne avait été décidé par l'état-major militaire français, non seulement sans aucun ordre du gouvernement, mais même de fait pour contrer la politique du gouvernement en lui coupant toute possibilité de négociation avec le FLN.

La France est une république, certes. En principe, c'est un parlement élu par la population qui fait les lois. Un gouvernement bénéficiant de la confiance du parlement qui les applique. Mais ceux qui ont la réalité du pouvoir, qui décident, ne sont pas les marionnettes du Palais Bourbon. Ce sont en premier lieu les bourgeois, ceux qui possèdent les grandes entreprises industrielles et commerciales, ceux qui contrôlent les groupes financiers, et utilisent leur puissance économique pour dicter leur loi. On le constate tous les jours en cette période de crise où ils font modifier à leur guise la législation ou passent outre.

Et il y a aussi les grands corps de l'Etat, la police et l'armée, non élus, quasi inamovibles tandis que les ministres passent, et qui disposent de moyens de pression qui permettent à leurs chefs d'infléchir la politique gouvernementale, voire de la contrer. Et ils ne s'en gênent pas à l'occasion.

Car l'arrestation de Ben Bella, sur décision de seuls militaires, n'est pas un exemple isolé.

Bien plus récemment, il y a eu l'attentat organisé par les services secrets français contre le bateau de Greenpeace, en Nouvelle-Zélande. Et voir des responsables de l'armée ou de la police prendre des décisions par-dessus leur tête n'arrive pas qu'aux gouvernants de gauche, même s'ils sont un peu plus méprisés des militaires que les gouvernants de droite. L'enlèvement en plein Paris, le 29 octobre 1965, du chef de l'opposition marocaine Ben Barka avait été réalisé à l'insu de De Gaulle par les services secrets et des policiers français. Et tout comme l'armée française avait arrêté Ben Bella pour couper toute possibilité de négociation entre le gouvernement et le FLN, on vient de voir, aux Philippines, l'armée arrêter un chef du Parti Communiste philippin au moment où le gouvernement de Corazon Aquino entamait des négociations avec ce parti.

Il n'y a qu'aux travailleurs, à ceux qui produisent toutes les richesses, qui font fonctionner tous les services et qui auraient, s'ils le voulaient, la force de contrôler toute la société, qu'on veut faire croire aux vertus du parlementarisme, au jeu truqué de la démocratie bourgeoise.

Mais ce ne sont pas les bulletins de vote qui mènent le monde bourgeois. Jamais. C'est le fric, la puissance économique. Ou c'est le fusil, la puissance militaire. Ou les deux. Tandis que les illusions sur la démocratie élective sont laissées en pâture aux exploités et opprimés.

Olivier BELIN

L'histoire prise au vol

"Un coup formidable... Dans un moment Ben Bella passera en avion au-dessus de nos têtes ! Il faut le piquer avec tous les "gaziers" qui l'accompagnent !" Ainsi s'exprimait le colonel Ducourneau, directeur du cabinet militaire de Robert Lacoste, ministre résident de l'Algérie, le lundi 22 octobre 1956.

Avec l'arrestation, en plein vol, des dirigeants du FLN algérien, puis leur incarcération dans les prisons françaises jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, on allait assister à une nouvelle déculottade du gouvernement socialiste. La guerre d'Algérie durait déjà depuis deux ans. Le Front Républicain de Guy Mollet avait remporté les élections sur la promesse de la paix en Algérie. Dès son installation au pouvoir pourtant, le 26 janvier 1956, Guy Mollet reculait devant les partisans de l'Algérie française qui lui avaient réservé un accueil si peu sympathique à Alger. Guy Mollet faisait démissionner le général Catroux pour leur plaire. Puis il intensifiait la guerre, envoyait 500 000 soldats en Algérie et portait à 27 mois la durée du service militaire.

Et cette fois, avec l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, Guy Mollet allait abandonner toute perspective de négociation avec le FLN. Parce que l'armée n'en voulait pas, et parce qu'elle le manifestait de façon spectaculaire et efficace ! La politique, c'est elle qui la faisait !

Le gouvernement de Guy Mollet avait procédé à des prises de contacts secrets avec le FLN algérien. Dès la fin avril au Caire, l'ancien ministre Georges Gorce, et Begarra, socialiste et ami de Guy Mollet rencontraient Mohammed Khider, émissaire de Ben Bella. Les deux et trois septembre à Rome, un accord semblait même possible entre les envoyés du gouvernement et les représentants du FLN sur un cessez-le-feu et l'organisation d'élections libres. Mais lors d'une nouvelle rencontre à Belgrade le 22 septembre, la participation du FLN dans un gouvernement provisoire après le cessez-le-feu était refusée par l'émissaire français et les pourparlers étaient interrompus.

Réussis ou pas, ces premiers contacts n'étaient pas du goût des jusqu'au-boutistes de l'état-major.

En octobre 1956, après une visite au sultan du Maroc, le futur roi Mohammed V, une délégation du FLN algérien avec à sa tête Ben Bella devait se rendre à Tunis pour une conférence commune avec le sultan du Maroc et le président tunisien Bourguiba destinée à lancer les bases d'une fédération du Maghreb, une façon pour le Maroc et la Tunisie de donner à la direction du FLN le rang de gouvernement légitime de l'Algérie.

L'ARMÉE PRÉPARE LE DÉTOURNEMENT

Dans un premier temps la délégation constituée des principaux dirigeants du FLN à l'extérieur, Ahmed Ben Bella, Mohammed Khider, Hocine Aït-Ahmed, Mohammed Boudiaf, Lamine Debaghine auxquels s'était joint un jeune intellectuel algérien Mostefa Lacheraf devait voyager dans l'avion même du sultan du Maroc. Arraisonner l'avion et faire atterrir de force à Alger non seulement les chefs du FLN mais aussi le souverain du Maroc pourrait remettre en cause toute la politique du gouvernement en Afrique du Nord. Mais les chefs militaires d'Alger préparèrent l'opération sans en référer au gouvernement. Tout au plus mirent-ils au courant de leur plan, au dernier moment, non pas le président du Conseil, ni le ministre de la défense, mais son subordonné, le secrétaire d'Etat aux forces armées chargé des affaires algériennes, Max Lejeune, qui leur promit de les couvrir. Il est vrai que les militaires pouvaient se sentir les mains libres : on leur avait pratiquement confié les pleins pouvoirs pour la répression en Algérie ; le chef du gouvernement Guy Mollet et son ministre de la défense Bourgès-Maunoury étaient trop préoccupés à organiser en secret l'opération militaire qu'ils allaient déclencher sur Suez début novembre, en alliance avec les Britanniques et les Israéliens, pour s'occuper des détails des opérations militaires en Algérie.

Et puis pourquoi se gêner avec le souverain du Maroc, de cette ancienne colonie française à laquelle on venait à peine d'accorder l'indépendance, en mars 1956, alors que le gouvernement, lui, projetait de renverser le chef de l'Etat égyptien, Nasser ?

PIRATERIE EN ALTITUDE

Au dernier moment, méfiants, les chefs du FLN décidèrent de ne pas prendre le même avion que le sultan marocain, qui devait survoler l'Algérie, mais de prendre un avion d'une compagnie civile marocaine auquel on ferait faire un détour par Majorque pour éviter de survoler l'espace aérien algérien. Mis au courant de ce changement de programme, les militaires français décidèrent d'aller arraisonner l'avion marocain en dehors de l'espace aérien officiellement sous contrôle français, faisant fi du droit international.

Dans un premier temps ils sommèrent par radio l'équipage français de l'avion marocain de venir se poser volontairement à Alger : *"Vous avez cinq salopards à bord, il nous les faut..."* disait le message de la tour de contrôle d'Alger au DC3 marocain. L'équipage du DC3 ayant eu le temps de prévenir les autorités marocaines, avant que toutes ses communications radios soient brouillées, le gouvernement marocain demandait des explications au ministre français des Affaires étrangères chargé des affaires marocaines, le socialiste Alain Savary, qui, au courant de rien, affirmait qu'il ne se passait *"absolument rien"*. Et quand le ministre-résident en Algérie Robert Lacoste, rentrant sur Alger fut mis lui aussi au courant, l'opération était déjà en route, et il n'osa pas la décommander. *"Trop tard ! Une grande partie de l'armée est déjà au courant..."* dit-il en donnant son feu vert pour continuer.

Alors le DC3 ne venant pas de lui-même, des chasseurs *Mistral* le rejoignirent pour l'escorter jusqu'à l'aérodrome d'Alger avec ordre de *"tirer sur le moteur droit si l'avion cherchait à fuir"*.

LE GOUVERNEMENT COUVRE LES MILITAIRES

Le chef du gouvernement français et le président de la République ne furent mis au courant de l'acte de piraterie des militaires qu'une fois l'affaire terminée. D'après Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, le président de la République, René Coty, entra dans une colère extrême : *"Celui qui a ordonné cette connerie nous fera perdre la guerre d'Algérie... Aucune hésitation possible, il faut relâcher les prisonniers"*. Guy Mollet, apprenant la nouvelle au cours d'un dîner officiel murmura, paraît-il : *"Les imbéciles"*. Mais au conseil des ministres qui suivit il déclara : *"Je regrette, comme M. le Président de la République et M. le ministre des Affaires étrangères, le détournement de l'avion de Ben Bella. C'est un acte inconsidéré commis sans l'assentiment du gouvernement... Mais je ne crois pas que, dans l'état actuel de l'opinion publique et parlementaire, nous puissions nous permettre de relâcher les prisonniers. Si nous agissions ainsi, le gouvernement serait renversé dès demain. Le mal est fait. Nous ne pouvons revenir en arrière"*.

Seuls le ministre Alain Savary chargé des affaires marocaines et l'ambassadeur de France à Tunis démissionnèrent. Les autres ministres socialistes sans exception, couvrirent l'initiative de l'armée. En Algérie, les européens exultèrent.

Pierre Chambey

ÉDUCATION

RÉFORME SCOLAIRE

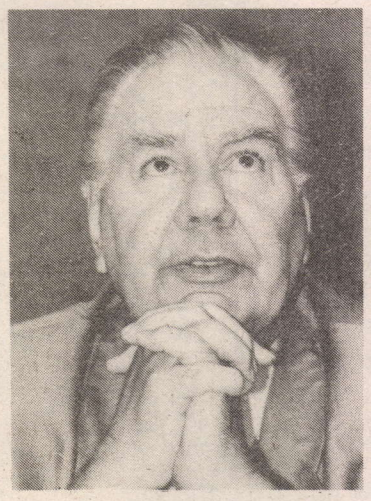
Le rapport d'un médecin pour une chirurgie budgétaire

Et voilà qu'on nous reparle des "rythmes scolaires". Ils seraient mauvais, dit aujourd'hui Monory, ministre de l'Education nationale. Ce serait mauvais, pour les gosses, d'avoir trop d'heures de classe dans la semaine, et de trop longues vacances, surtout l'été. Alors, il faudrait revoir ça, sans faire de peine aux hôteliers et organisateurs de vacances qui s'accomoderaient mal d'une rentrée scolaire fixée par exemple au 20 août comme dans d'autres pays d'Europe. Et sans faire de peine non plus aux curés qui veulent garder un jour pour le catéchisme dans notre République laïque. Et puis attention, avec une réforme maladroite, le Club Méditerranée comme l'Eglise pourraient se transformer en insurgés.

La question des rythmes a donc été confiée à un médecin. L'horaire hebdomadaire des élèves est trop lourd, a-t-il dit, études "biologiques" à l'appui. Il pourrait donc être ramené à 26 heures au maximum, contre plus de trente actuellement.

Nécessité biologique qui a probablement le mérite de coller à la nécessité budgétaire de diminuer le nombre d'enseignants ou leur salaire, ou les deux.

Mais pour nos gosses, nous ne pouvons reculer devant aucun sacrifice, n'est-ce pas ?



— Un ministre de l'Education qui n'a pas sa petite réforme, ça sert à quoi ? (AFP)

ROUEN

Les jeunes des lycées et des LEP sont en lutte, et ça se voit

Depuis une semaine, les élèves des lycées et LEP de la région rouennaise sont en mouvement. La grève des cours a démarré au lycée technique-LEP Marcel Sembat : manque de professeurs, locaux vétustes, matériel d'enseignement insuffisant, repas de mauvaise qualité, les raisons du ral-le-bol ne manquaient pas. Les jeunes avaient aussi envie de protester contre le projet gouvernemental de "volontaires service long" pour détecter la drogue dans les lycées.

Les lycéens de Sembat ont rapidement contacté les lycées les plus proches et, le jeudi 16 octobre, ils étaient environ 400 devant la préfecture. Sur la lancée, ils décidaient de s'adresser par tracts à d'autres lycées et LEP. Le vendredi, plus de 2000 lycéens venus de toute l'agglomération ont manifesté pratiquement toute la journée dans le cœur de Rouen. Dans la plupart des établissements, on n'avait pas eu le temps de confectionner des banderoles mais l'enthousiasme était bien là et les habitants de Rouen ne pouvaient pas ignorer pourquoi les lycéens étaient dans la rue car ils criaient inlassablement : *"Lycée délabré, éducation ratée"*, *"De l'argent pour l'éducation, pas pour les canons"*.

Le soir-même une coordination des délégués des lycées et des LEP en grève se réunissait pour préparer la suite du mouvement. Elle décidait d'appeler par tract à une nouvelle manifestation pour le lundi après-midi. Ce jour-là, malgré la pluie battante, 1500 élèves se réunissaient place de la cathédrale. Beaucoup de jeunes de LEP manifestaient pour la première fois. Un service d'ordre efficace avait été mis en place. Cette fois les pancartes et les banderoles fleurissaient dans tous le cortège, réclamant des crédits pour l'Education nationale. L'une disant *"Non à l'armée dans les lycées"*. D'autres, plus "intellectuels" : *"Nous sommes des chiens donc en mordant nos prétendus maîtres, nous devenons des humains respectés" !*

La manifestation se rendait de nouveau au rectorat sans que l'administration donne signe de vie. Les délégués de la coordination appellaient tout le monde à revenir manifester le lendemain à l'occasion de la journée d'action des syndicats. Mais pour cette journée, les jeunes prévoyaient leur cortège, un cortège indépendant de celui des différents syndicats.

Le mardi 21, ils étaient encore un bon millier, pour l'essentiel de LEP, au même lieu de rassemblement que les syndicats. Tous les travailleurs venus manifester ont pu apprécier le dynamisme et la bonne organisation du cortège des jeunes. L'après-midi, une assemblée générale convoquée par la coordination réunissait plus de 200 jeunes. Elle décidait pour le lendemain une action de solidarité devant un LEP dans la banlieue éloignée de Rouen où des élèves étaient menacés d'exclusion. Malgré les pressions de certains chefs d'établissement et un temps toujours aussi pourri, plus de 100 jeunes venus d'autres LEP participaient à cette action.

Le directeur du LEP concerné revenait dare-dare du rectorat et, à la satisfaction générale, il assurait les manifestants qu'aucune sanction ne serait prise. Le rectorat a accordé un rendez-vous aux délégués des lycées et des LEP pour le jeudi 23 octobre et la coordination envisage d'appeler tout le monde à se mobiliser à nouveau pour cette occasion.

Correspondant local

LOGEMENT

ITALIE : crise du logement et expulsions

Les organisations de locataires italiennes annoncent un record jusque-là jamais atteint : 400 000 cas environ d'expulsions effectives de locataires dans toute l'Italie, c'est-à-dire une famille sur douze expulsée ou en voie de l'être à l'issue de procès intentés par les propriétaires.

Toutes les grandes villes sont touchées. A Milan, les expulsions de locataires effectivement réalisées, en présence d'un représentant de la justice et avec l'aide de la police, ont progressé au cours du premier semestre 1986 de plus de 140 % par rapport au premier semestre 1985, soit 1 972 expulsions contre 818. A Rome, pour la même période, la progression est de plus de 59 %, soit 3 100 expulsions, contre un peu moins de 2 000 en 1985. A Bari, au sud-ouest de la péninsule, elles sont passées, toujours dans le même temps, de 248 à 1 112. Quant aux familles en instances d'expulsion, elles atteignent, pour les premiers six mois de l'année toujours, les chiffres impressionnants de près de 15 000 à Milan et autant à Rome, soit une augmentation respective de 353 % et de 105 %, toujours par comparaison avec la même période de l'année précédente.

Une municipalité comme celle de Milan déclare ne plus être en mesure de reloger les expulsés. Les hôtels, payés par la municipalité, sont pleins ; les différents locaux réquisitionnés pour l'occasion également. Des dizaines de familles qui étaient venues réclamer un toit même provisoire ont été dispersées par la police, dans la nuit du 18 octobre dernier. Et Milan n'est qu'un exemple parmi les nombreuses autres grandes villes.

Cette situation dramatique est le produit de l'anarchie que la loi du profit, en Italie comme ailleurs, fait régner sur le marché immobilier.

Dans les années 1960, l'époque du "boom" économique pour la bourgeoisie italienne, les permis de construire furent délivrés avec une grande largesse, entraînant une fièvre de construction et une vague de spéculation immobilière. Il était alors possible de devenir propriétaire à l'aide de subventions étatiques, de prêts à faibles taux d'intérêt, tandis que la nouvelle abondance de logements permettait de trouver à se loger à des prix relativement abordables. Mais, avec la fin des années 1970 et la crise économique, la construction a marqué le pas. Par contre, les prix, eux, augmentaient et les loyers flambaient.

Le gouvernement a bien tenté de mettre un frein à cette envolée, en faisant voter en 1978 une loi règlementant les prix des locations pour une durée déterminée de trois ans. On verrait après. Les appartements étaient classés en *vieux, neufs, de luxe,* etc., les loyers fixés autoritairement en conséquence, les appartements dits *vieux* voyant leurs loyers fixés au bas de l'échelle des prix.

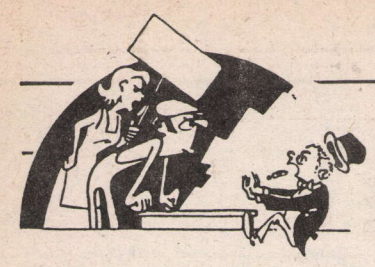
Ce prétendu remède gouvernemental a été pire que le mal. Les immeubles en centre ville étaient aussi les plus vieux, ceux dont les loyers étaient donc légalement fixés au plus bas et qui étaient bien souvent occupés par des personnes âgées ou des familles populaires. Les propriétaires cherchèrent alors à les vendre et à en expulser les occupants. D'autre part, beaucoup de propriétaires préférèrent ne plus louer du tout plutôt que de louer trop bas à leurs yeux. A la périphérie, les logements qualifiés *neufs,* même lorsqu'ils étaient de qualité médiocre, devenaient inabordables aux plus bas revenus.

Une pénurie artificielle était ainsi créée et la pratique des dessous de table généralisée : dans bien des quartiers, on payait officiellement le loyer légal au propriétaire qui n'acceptait de louer qu'à condition que le locataire s'engage à verser un complément officieux conséquent. Du moins le ou les premiers mois. Car après, les familles peu fortunées ne payaient plus que le loyer légal tandis que le propriétaire engageait une procédure judiciaire pour récupérer son logement et expulser ses locataires. Ceux-ci n'avaient plus qu'à compter sur les lenteurs juridiques pour se maintenir dans les lieux le plus longtemps possible.

Tout cela n'a duré qu'un temps. La loi de 1978 sur la réglementation des prix a été prorogée. Mais aujourd'hui non seulement il semble encore plus difficile qu'en France, pour une famille modeste, de se loger dans les grandes villes italiennes, mais les procédures judiciaires accumulées au fil des ans arrivent de plus en plus nombreuses à leur conclusion. D'où l'augmentation accélérée des expulsions. Et le gouvernement n'a évidemment aucune intention d'y mettre fin en interdisant les expulsions, en s'opposant à la justice mais surtout aux propriétaires, avides de récupérer leurs biens.

Alors, la crise du logement bat son plein, et la loi du profit reprend tous ses droits en jetant les plus démunis sur le pavé. Reste à savoir si la population, expulsée ou menacée de l'être, se laissera vraiment renvoyer vers les bidonvilles.

LP



ALSTHOM NAVALE ET MÉCANIQUE DE SAINT-NAZAIRE

Unité des travailleurs contre les licenciements

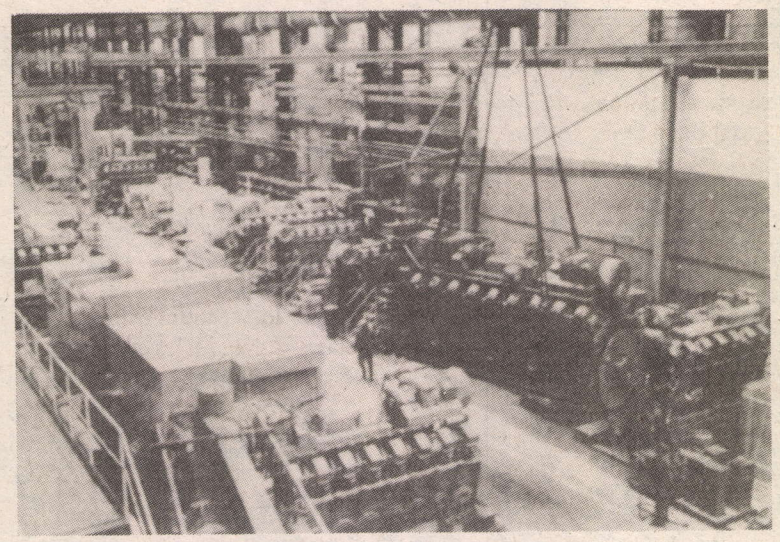
L'Alsthom a annoncé 2376 suppressions d'emplois dans tout le groupe dont la fermeture totale du chantier naval de Dubigeon à Nantes et 559 suppressions d'emplois à la Mécanique de Saint-Nazaire. Dans les ateliers à la Mécanique cela correspond à plus d'un ouvrier sur deux.

Dès l'annonce des licenciements, le vendredi 10 octobre, les travailleurs de la Mécanique ont débrayé massivement et spontanément, sans mots d'ordre syndicaux. Et sous leur pression, l'intersyndicale a été obligée d'organiser une assemblée générale. Et on peut dire que depuis cette date, jusqu'au 21 octobre, l'intersyndicale a couru derrière les travailleurs. Les querelles de boutique écœurent les salariés. Le mercredi 15 octobre, jour du CCE de l'Alsthom à Paris, les différentes centrales syndicales ont réussi ce tour de force, non seulement d'appeler à un débrayage en ordre dispersé, avec des rassemblements différents, mais également de nous faire débrayer à la Mécanique et à la Navale à des heures différentes, les uns à 10 h, les autres à 11 h 15.

Certains travailleurs d'ailleurs constatent qu'en fait de division, elles s'entendent très bien pour faire en sorte que la Mécanique et la Navale ne se rencontrent pas.

En tout cas, c'est de cela que tout le monde discutait. C'est pourquoi le vendredi 18 octobre, jour où devait se tenir le CE de la Mécanique, les travailleurs ont mis les pieds dans le plat. Péniblement les syndicats avaient réussi à appeler en commun à la Mécanique à un rassemblement à 10 h 30. Mais c'est dès 8 h que les ouvriers à l'atelier décidaient de se réunir, de discuter. A 9 h, l'ensemble de l'atelier sortait en n'oubliant pas d'aller chercher les employés, techniciens et petits cadres, pour aller devant la direction.

Les délégués sont arrivés en courant : *"C'est à 10 h 30 qu'est prévu le débrayage" !* Les ouvriers ont répondu, qu'eux, c'était à 9 h qu'ils l'avaient prévu ! Un délégué FO a même demandé naïvement : *"Vous ne nous faites plus confiance ?"* Et il y en a eu plus d'un à répondre "NON" !



— L'atelier de la mécanique.

La direction, sans doute pour se montrer solidaire des syndicalistes, a annulé le CE et l'a reporté pour l'après-midi. Cela n'a pas empêché les travailleurs de débrayer de nouveau l'après-midi !

Cela s'est su comme une traînée de poudre à la Navale. Dès midi à la cantine tout le monde en parlait et les travailleurs étaient contents. Beaucoup de réflexions pour dire : *"De toute façon, il n'y a que comme ça qu'on s'en sortira, si la masse s'y met" !*

Pour autant à la Mécanique, comme à la Navale, les bureaucrates syndicaux n'étaient pas au bout de leur peine.

A la Mécanique, les ouvriers, dans un atelier particulièrement combatif qui regroupe 150 à 200 travailleurs, avaient décidé que la journée du 21 octobre ne se passerait pas comme l'avaient prévu les organisations syndicales, c'est-à-dire divisée et dispersée à souhait.

Ils ont d'abord demandé à l'intersyndicale d'appeler à la Mécanique, mais également à la Navale à une manifestation commune. FO s'est dépêché de se planquer ce jour-là. Quant à la CFDT et à la CGT, le plus héroïque qu'ils ont pu faire c'est de continuer à s'engueuler devant les gars à l'atelier, qui les ont envoyés promener.

Mardi 21 octobre, la CGT croyait avoir trouvé la combine pour s'approprier la manifestation des travailleurs de la Mécanique. C'est d'abord le délégué CGT de l'atelier qui s'est mis devant les 200 travailleurs avec une voiture surmontée d'un bateau. La réaction ne s'est pas fait attendre : les ouvriers l'ont sommé de choisir ou la manif des travailleurs de la Mécanique en lutte, ou celle du sigle de la CGT ! Pour finir le délégué est resté tout seul et a rejoint ses copains de la Navale... pendant que 200 travailleurs de la Mécanique s'adressaient aux travailleurs du chantier, avec une banderole faite le matin même sur le marbre de l'atelier avec le slogan tout simple *"Non aux licenciements"*.

Finalement, c'est à plus de 300 travailleurs que nous avons manifesté dans les rues de Saint-Nazaire, à 150 mètres du cortège de la CGT, en criant *"Unité des travailleurs contre les licenciements"*.

A l'atelier, les travailleurs de la Mécanique étaient contents d'avoir pu mettre sur pied cette manifestation. Car ils sont convaincus qu'ils doivent s'adresser aux autres travailleurs des entreprises de la région et ne rejettent pas leur initiative dans le cadre de cette journée d'action.

Correspondant L.O.

SNCF

La mort d'un cheminot

Lundi 6 octobre un cheminot est mort, happé par un train, à hauteur de Pont Cardinet à Paris.

Le mécanicien du train 3123 s'arrêtait devant une "torche à flamme rouge" allumée (la torche à flamme rouge est un moyen d'arrêter tous les trains qui en aperçoivent la lueur, c'est un signal impératif de secours). Il descendait de son train pour se présenter au téléphone et demander des instructions puis il se mettait en contact avec le poste de commandement par la radio d'un autre train arrêté. Rapidement on se rendait compte que l'allumage de la torche était une fausse alerte. Le mécanicien prenait alors son extincteur pour éteindre le feu qui avait pris à la suite de cela sur une traverse.

Sur ce, arriva le train 3950, sur la voie contiguë. L'entrevoie est si peu large que le mécanicien fut happé et mourut peu après.

Ce type d'accident est rare, mais à la SNCF c'est le cas de tout accident dont les circonstances sont toujours particulières. Il n'empêche que la sécurité "made in SNCF" a de nouveau été gravement mise en défaut au point de coûter la vie à un travailleur.

Après cet accident, on voudrait dire : "plus jamais cela !". Mais quand on voit comment la direction a commencé son enquête — comme d'ailleurs les enquêtes après les accidents de l'an dernier — en se préoccupant d'abord de chercher à qui pouvoir imputer la responsabilité, on se dit que ce n'est pas sur elle qu'il faut compter pour savoir exactement ce qui s'est passé, tout ce qui s'est passé, et prendre les mesures pour que cela n'arrive plus.

Ni le train 3123, ni le 3950 n'avaient la radio. Sur cette partie de voie particulièrement dangereuse du fait de l'absence d'entrevoie large, de la fréquence des circulations, de leur vitesse, de l'absence de visibilité (d'une voie à l'autre on ne voit pas d'où viennent les trains), on est étonné de l'absence totale d'agents qui aient l'œil sur cette portion de voies. Austérité oblige, dans les postes encadrant ce secteur, les agents, faute d'être en nombre suffisant, sont de moins en moins aptes à répondre rapidement aux problèmes survenant sur la voie. On est loin du projet ASTREE pour lequel la direction avait obtenu de gros titres dans la presse il y a quelques mois et qui visait à relier tous les trains par satellite !

Mais pour cet accident, la SNCF s'est bien gardée de communiquer quoi que ce soit à la presse, elle si prompte à se faire de la publicité !

L'enquête n'est pas finie, mais on sait que le mécanicien tué est aussi mort à cause des économies sur l'équipement en radios (pourtant promis), des économies de personnel (objectif de la direction sur tout le réseau aujourd'hui).

Douffiagues, le secrétaire d'Etat aux Transports, n'a-t-il pas déclaré cet été : *"La sécurité n'est pas le problème n° 1 de la SNCF" ?*

Correspondant LO

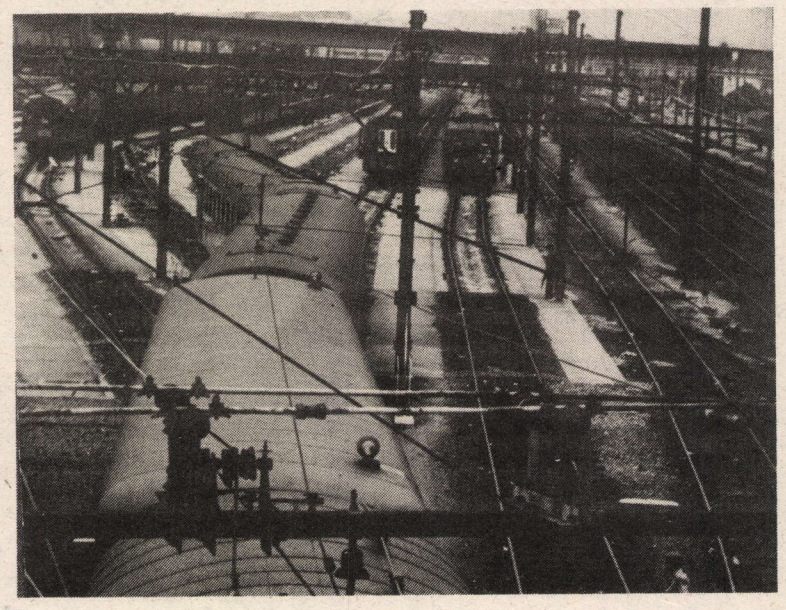
Les salaires sur le gril

Après celle concernant le personnel sédentaire, la SNCF vient de publier son projet de nouvelle grille des salaires pour les conducteurs de trains. Cela a été le tollé général dans les dépôts, (là où est rattaché le personnel roulant) particulièrement pour le service de la banlieue parisienne.

Ce qui a choqué les conducteurs, c'est que, dans son projet, la SNCF laisse planer la possibilité de faire faire la conduite des trains de banlieue de façon permanente par les élèves-conducteurs. Cela se fait actuellement, mais c'est en principe une situation transitoire : l'élève-conducteur (au grade de T3) doit accéder au grade de T4, ce qui prend cinq bonnes années actuellement dans la région parisienne.

Ce travail au rabais, qui existe donc déjà, mais de façon provisoire, au niveau de chaque conducteur, deviendrait permanent. Il l'est déjà aussi d'une certaine manière, puisque c'est en permanence que des T3 font le travail de T4, avec un écart de salaire de l'ordre de 2000 F environ (7000 F au lieu de 9000 F).

Voilà, entre autres comment la SNCF a d'ores et déjà introduit le travail au rabais, car tout le monde fait pratiquement le même travail, mais la plupart sont sous-payés.



Elle voit rouge

Vendredi matin, le drapeau rouge de l'URSS flottait à Chaffoteaux. C'était pour annoncer qu'une délégation russe visitait l'usine.

D'habitude, le drapeau des visiteurs étrangers flotte toute la journée. Là, l'après-midi, le drapeau rouge était déjà remplacé par le drapeau briochin.

Extrait du Bulletin
Lutte ouvrière
Chaffoteaux - St. Brieuc

sélection télé

Samedi 25 octobre

15 h 35. FR3 — Timon d'Athènes : pièce de Shakespeare (en version originale sous-titrée). Drame en 5 actes particulièrement pessimiste et misanthrope.

22 h 15. TF1 — Droit de réponse : sur l'alcoolisme. Michel Polac réunit des médecins, des écrivains et le PDG d'une grande brasserie.

Dimanche 26 octobre

14 h 30. A2 — Félicien Grevèche : septième épisode de ce feuilleton consacré à un communard devenu médecin de campagne.

17 h 35. TF1 — Les animaux du monde : extraits du Festival international du film animalier. Les cinéastes se sont intéressés en particulier aux espèces en voie de disparition, dont l'iguane.

20 h 30. TF1 — La femme d'à côté : film dramatique de François Truffaut (1981) avec Fanny Ardant et Gérard Depardieu. Un homme et une femme qui se sont aimés passionnément se retrouvent plusieurs années après.

20 h 35. FR3 — Les géants de la musique : cycle Arthur Rubinstein (concerto n° 2 de Chopin).

22 h 30. FR3 — Trois camarades : film américain de Frank Borzage (1938) d'après le roman d'Erich Maria Remarque. Trois camarades de retour du front dans l'Allemagne des années vingt.

Lundi 27 octobre

20 h 35. TF1 — Soleil vert : film de science fiction américain de Richard Fleischer (1973), sans grands effets spéciaux. La tyrannie et le capitalisme à New-York en l'an 2022.

20 h 35. FR3 — La Belle américaine : comédie de, et avec, Robert Dhéry (1961) avec Louis de Funès, Jean Richard, etc... Le malheur d'avoir une trop belle bagnole.

22 h 45. FR3 — Bleu outre-mer : Voyage en 1951 de Tahiti aux Iles-sous-le-Vent. Evocation de la Polynésie telle que l'ont peut-être vue Pierre Loti, Gauguin...

Mardi 28 octobre

20 h 35. A2 — Le thé à la menthe : film français d'Abdelkrim Bahloul (1984). Ne pas confondre avec **Le thé au harem d'Archimède** sorti sur les écrans à la même époque.
Une mère algérienne débarque à Paris pour retrouver son fils qui vit de combines.

21 h 30. TF1 — Hauts de gamme : Emission de musique classique, avec, entre autres, un hommage au pianiste soviétique Emile Gilels, mort il y a un an. (Concerto N° 1 de Tchaïkovsky). Edgar Faure participe à l'émission. Espérons qu'il est meilleur en musique qu'en politique.

Mercredi 29 octobre

20 h 35. FR3 — Music awards 86 : émission de variétés américaine. "Les oscars du clip" avec des stars : Tina Turner, David Bowie, Mick Jager, Prince...

22 h. TF1 — Voyage au bout de la vie : troisième partie d'une série de quatre émissions sur les hommes et la mort.

Jeudi 30 octobre

20 h 35. A2 — Hibernatus : comédie avec Louis de Funès.

22 h. TF1 — Infovision : émission de reportages, avec, entre autres une enquête sur les prisons privées aux Etats-Unis. C'est beau le libéralisme !

22 h 35. FR3 — Kal ou l'Inde revisitée : dernière partie d'une émission documentaire. Cette semaine, le programme atomique indien, l'un des plus sophistiqués du monde.

Vendredi 31 octobre

21 h 25. A2 — Apostrophes : Des royalistes proposeront la monarchie au pays : ces gens-là s'accrochent. Max Gallo défendra la République. On n'a pas trouvé mieux pour leur fermer le Capet ?

21 h 30. FR3 — Taxi. Emission de Philippe Alfonsi. Deuxième d'une série **Visa pour l'exil.** Cette fois, l'émigration soviétique en Israël.

films

"Rosa Luxemburg"

Un film de Margarethe von Trotta

L'occasion n'est pas souvent donnée de voir un film — et un bon film — consacré à une révolutionnaire socialiste, convaincue que l'avenir de la société appartient au prolétariat et au socialisme, à une militante toujours en lutte contre ceux qui prétendaient que les succès du parti au parlement étaient plus importants que la lutte de classe, prenant position contre la course aux armements, contre la guerre impérialiste, contre le chauvinisme, alors que tous y sombraient, y compris pratiquement tous les autres dirigeants de la social-démocratie allemande et mondiale.

L'auteur du film, Margarethe von Trotta a voulu, dit-elle, donner envie aux Allemands de mieux connaître l'une des figures importantes de leur histoire et, au-delà de Rosa Luxemburg, de s'intéresser à l'une de ses périodes charnières, la révolution allemande de 1919. Elle a en tout cas, aidée de l'actrice Barbara Sukowa, réussi à rendre sensible ce qu'a été Rosa Luxemburg : une révolutionnaire prête à vivre, comme à mourir, pour ses idées ; une militante qui s'engageait dans tous les combats qu'elle estimait justes et savait se faire, et les faire respecter, bousculant, tirant, poussant les dirigeants du parti social-démocrate allemand quand on pouvait encore le faire, rompant avec eux quand ce n'était plus possible : une intellectuelle qui estimait que son travail, c'était de mettre ses talents au service de la classe ouvrière, pour que celle-ci et les militants socialistes disposent des idées et des arguments qui leur permettent de mieux comprendre la société et de mieux se battre. Et, en même temps, une femme qui aimait la vie sous toutes ses formes, qui s'attachait autant à ses compagnons et à ses amies qu'ils étaient attachés à elle, qui aimait autant lire que jardiner, et qui, comme tout un chacun, toute courageuse qu'elle fut, était parfois très lasse, comme par exemple en cet été 1914, où les soldats partaient pour le front, où les députés sociaux-démocrates votaient au parlement les crédits de guerre et où la majorité des dirigeants du Parti passaient du côté de leur bourgeoisie dans l'union sacrée : elle avouait alors avoir songé *"à quitter l'humanité"*. Mais ajoutait-elle, qui ferait alors notre travail ? Et elle parlait du nouveau journal en préparation, des lettres à envoyer aux militants de l'opposition de gauche du parti...

Margarethe von Trotta, réalisatrice du film:

"C'est quand même le moment crucial de notre histoire"

Margarethe von Trotta : Finalement ce n'était pas aussi difficile que je le croyais de réaliser ce film. Moins difficile que pour *Les années de plomb,* que les stations de télévision ont refusé carrément parce que c'était un thème tabou. Là, c'est l'Histoire avec un grand H, c'est le passé ; alors ils ont eu moins peur. Pendant que j'ai fait ce film, je me suis rendue compte que les vraies racines de ce qu'on vit aujourd'hui en Allemagne remontent beaucoup plus loin dans le temps. C'est quand même le moment crucial de notre histoire, cette révolution manquée. C'est là que tout était tracé déjà vers le nazisme. Et ceux qui ont tué Rosa et Karl Liebknecht et ensuite, bien d'autres, spartakistes, communistes, sont tous devenus après des fascistes. Ils étaient déjà là et ont suivi Hitler. La social-démocratie avait aussi une bonne part de responsabilité. Ils n'ont pas exécuté le meurtre directement, mais ils connaissaient ce complot et ont été bien contents que ces militants de l'extrême gauche disparaissent...

LO : *Dans le film Bebel déclare que, s'il y avait la révolution, Rosa se trouverait à gauche et lui à droite...*

Margarethe von Trotta : Même si en paroles ils étaient encore révolutionnaires, dans leur comportement, dans leur intérêt profond, c'était beaucoup plus vers le réformisme que vers une révolution qu'ils allaient. Et ça, Rosa s'en rend compte lorsqu'elle revient de Russie après la première révolution, elle en revient tout à fait enthousiaste et elle croît que, désormais, en Allemagne, à leur tour, ils vont comprendre quelle direction prendre. Et là, elle se rend compte que ce n'est pas du tout le cas.

LO : L'un des points sur lesquels elle divergera des socialistes allemands, c'est quand elle prendra position en faveur de la révolution russe en 1917. Or vous n'en parlez pas du tout.

Margarethe von Trotta : J'ai tourné quelques scènes sur le sujet, mais après je les ai coupées parce que j'avais l'impression qu'il s'agissait d'un thème beaucoup plus vaste, qu'il faudrait peut-être tout un film pour traiter. Alors je me suis dit, je me concentre seulement sur l'Allemagne. Pendant la révolution russe, elle était en prison. D'abord elle était très enthousiaste, et un an après, elle a critiqué le développement de la révolution. A la fin, quand elle dit : *"il y a assez de sang qui a coulé ces dernières années"*... cela va de soi qu'elle ne pouvait pas être du côté d'un socialisme autoritaire et bureaucratique.

LO : Justement, nous avons trouvé ambigu que le texte qui ouvre le film la présente comme une militante pacifiste :

Margarethe von Trotta : Ça n'était pas dans la version allemande. Ils ont ajouté ce texte ici, parce qu'ils ont cru qu'on ne connaissait pas assez bien le personnage. (...)

Elle ne voulait pas la violence... Quand vous lisez son testament, le programme du Parti Communiste qu'elle a écrit pour la fondation du Parti Communiste, c'est clair qu'elle ne voulait pas de sang, qu'elle voulait que les masses dans leur majorité soient pour la révolution et qu'elles puissent prendre le pouvoir sans violence.

LO : Qu'est-ce qui vous a enthousiasmé dans le personnage ?

Margarethe von Trotta : C'est sa totalité, ce n'est pas seulement qu'elle était révolutionnaire, mais sa totalité, sa morale humaine. C'est vraiment l'humanisme dans la politique... Ses exigences politiques et publiques étaient les mêmes que vis-à-vis d'elle-même. C'est vraiment la cohérence du personnage qui m'a intéressée. Et pour moi, c'est beaucoup plus un portrait qu'une analyse historique.

J'ai aussi essayé dans le film de suivre son rythme de vie à elle.

LO : Vous avez eu des idées proches des révolutionnaires ?

Margarethe von Trotta : Moi, je dirais plutôt pour un socialisme démocratique et humain. Ce sont ses paroles aussi. Aujourd'hui quand on parle de communisme, tout de suite on pense au communisme réalisé à l'Est, et ce n'est sûrement pas cela qu'elle voulait. Je crois que si elle n'avait pas été tuée par les Allemands, ça aurait été le rôle de Staline de la liquider... Disons que je suis moins optimiste que Rosa ne l'était. On a plus vécu (...) et on a vu un siècle de sang au lieu de voir, comme Bebel l'annonçait dans son petit discours en 1900, que le 20e siècle va être le siècle de l'accomplissement. Pour nous ces années-là ce n'était pas du tout le siècle de l'espoir, mais c'était le siècle du sang. Quand elle est emmenée par les deux soldats, dont un lui tire la balle après... le tapis (rouge) devient un fleuve de sang... ce meurtre c'était le premier de beaucoup d'autres...

Ce film déconcertera sans doute pas mal de spectateurs qui découvriront les mœurs des dirigeants de la social-démocratie allemande des années 1900, leur conformisme, mais, en même temps, la liberté de ton et de critique, le brassage des idées et les polémiques constantes qui existaient au sein de la social-démocratie. D'autre part, le film, consacré à Rosa Luxemburg, la montre prenant position dans des situations qui sont à peine évoquées et il sera sans doute difficile à suivre, avec ses nombreux retours en arrière, pour tous ceux qui connaissent peu ou pas du tout l'histoire de la période de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale, de leur puissance et de leur trahison. Mais tout le monde peut comprendre ce qu'il y a d'important dans la vie de Rosa Luxembourg, c'est-à-dire son engagement passionné dans les combats de la classe ouvrière !

Ce qui manque cependant dans le film, c'est l'évocation de la révolution russe de 1917.

Pour Rosa Luxemburg, comme pour tous ceux qui étaient restés fidèles à l'internationalisme prolétarien, dans ces années de guerre et de deuil politique, la percée de la classe ouvrière russe et la politique des bolcheviks furent la confirmation de leur confiance dans le rôle de la classe ouvrière.

Et, dans les quelques mois qui séparèrent sa sortie de prison de sa mort, Rosa Luxemburg fut l'un des artisans de la fondation du Parti communiste allemand (ce qui n'est pas non plus évoqué dans le film).

Margarethe von Trotta a donc passé sous silence le fait que pour Rosa Luxemburg, être dans le camp de la classe ouvrière, c'était être dans le camp de la révolution russe et de ce qui allait devenir la IIIe Internationale, l'Internationale communiste.

On ne voit pas ces combats, on ne voit pas ces espoirs. Et cela donne à la fin de la vie de Rosa Luxemburg, dans le film, une note désespérée, vraisemblable dans le cadre de l'Allemagne, du naufrage politique de la social-démocratie allemande, de l'échec, prévu par Rosa, des tentatives d'insurrection prématurées en janvier 1919, mais qui n'existe pas dans ses écrits.

Cela va dans le sens des idées dominantes aujourd'hui, sans doute, celles de la majorité des gens pour qui les mots communisme et Russie évoquent plus Staline et l'URSS de la dictature bureaucratique que les idéaux de Rosa Luxemburg et qui, plus ou moins consciemment, tendent à rejeter la révolution russe avec ce qu'en firent ses fossoyeurs.

C'est là sans doute la plus importante critique qu'on peut faire à ce film, qu'il faut aller voir.

Sylvie FRIEDMAN

Rosa Luxemburg et la révolution russe

Voici quelques extraits, et en particulier la conclusion, d'un texte de Rosa Luxemburg qui a souvent été présenté comme un exemple de son opposition à Lénine, parce qu'elle y évoque (par ailleurs) les points de la politique des bolcheviks avec lesquels elle pensait ne pas être d'accord.

Tout le courage, l'énergie, la perspicacité révolutionnaire, la logique dont un parti révolutionnaire peut faire preuve en un moment historique a été le fait de Lénine, de Trotski et de leurs amis. Tout l'honneur et toute la faculté d'action révolutionnaires qui ont fait défaut à la social-démocratie occidentale, se sont retrouvés chez les bolcheviks. L'insurrection d'octobre n'aura pas seulement servi à sauver effectivement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international. (...)

Les bolcheviks ont montré qu'ils pouvaient faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est capable d'accomplir dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles ! Car une révolution prolétarienne exemplaire et parfaite dans un pays isolé, épuisé par la guerre mondiale, écrasé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer, dans la politique des bolcheviks, l'essentiel de l'accessoire, la substance du fortuit. En cette dernière période où les luttes finales décisives nous attendent dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore précisément la question brûlante de l'actualité, non pas telle ou telle question de détail de la tactique mais la combativité du prolétariat, l'énergie des masses, la volonté du socialisme de prendre le pouvoir en général. A cet égard, Lénine, Trotski et leurs amis ont les premiers, par leur exemple, ouvert la voie au prolétariat mondial, ils sont jusqu'à présent encore les seuls qui puissent s'écrier (...) : "J'ai osé" !

Voilà ce que la politique des bolcheviks comporte d'essentiel et de durable. En ce sens, ils conservent le mérite impérissable d'avoir ouvert la voie au prolétariat international en prenant le pouvoir politique et en posant le problème pratique de la réalisation du socialisme, d'avoir fait progresser considérablement le conflit entre capital et travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Il ne pouvait être résolu en Russie. Et en *ce* sens, l'avenir appartient partout au "Bolchevisme".

Extraits de La révolution russe.

La vie d'une révolutionnaire

Née en 1871 dans une Pologne sous domination tsariste, juive dans un pays où sévissait l'antisémitisme, Rosa Luxemburg décida très jeune, dès 15-16 ans, de militer pour la révolution mondiale aux côtés du prolétariat.

Etudiante à Varsovie, elle participa à la création du Parti Socialiste polonais. Mais poursuivie pour ses activités politiques, elle dut émigrer. Elle choisit alors l'Allemagne, où elle pensait avoir tout à apprendre d'une classe ouvrière organisée en un puissant Parti Socialiste et au contact des dirigeants marxistes les plus en vue.

En 1898, quand elle débarqua à Berlin, elle tombait en pleine polémique réformiste. Autour de Bernstein, certains membres de la social-démocratie défendaient l'idée que, d'une réforme à l'autre, la classe ouvrière pourrait voir son sort se transformer, que la révolution n'était plus nécessaire. Ce fut Rosa, bien que nouvelle venue dans le parti allemand, qui mena la lutte contre le réformisme. Par ses textes, en particulier *Réforme ou révolution,* elle obligea les socialistes, parfois malgré eux, à prendre position clairement, à aller jusqu'au bout. La bataille semblait gagnée, puisque Bernstein fut même exclu du parti en 1904.

Mais le problème était plus profond. En réalité, l'impérialisme allemand, en plein essor, avait pu acheter une certaine aristocratie ouvrière, corrompre une fraction de la social-démocratie elle-même. Et si la base du parti était toujours formée de ces milliers d'ouvriers qui s'éduquaient politiquement pour la révolution, au sommet et à divers échelons de l'appareil, certains commençaient à s'intégrer dans la société capitaliste.

Pourtant, rien n'était joué, et Rosa continua à se battre contre cette tendance. Elle n'hésita pas à rompre avec tous ceux qui n'avaient pas une position assez claire sur la question.

En 1905, la révolution russe gagnant la Pologne, elle y partit, participant aux côtés du Parti Socialiste à la lutte révolutionnaire des masses polonaises. Cette expérience de la révolution lui fournit de nouvelles armes pour lutter contre la sclérose du parti allemand.

Et de 1910 à 1914, elle multiplia meetings, réunions, brochures, discours, pour tenter d'entraîner la gauche du parti sur des positions révolutionnaires. Et si elle resta toujours minoritaire, elle prit le devant de la scène politique, donnant le ton, obligeant aux débats, posant un par un tous les problèmes de fond.

LA GUERRE

Cela ne suffit pourtant pas à renverser la tendance. Le 4 août 1914, c'était l'Union Sacrée ; reniant tous les principes de l'internationalisme prolétarien, les députés socialistes votaient les crédits de guerre. Devant la démoralisation et la vague chauvine, elle resta la seule parmi les dirigeants, avec Liebknecht puis Mehring, à faire face. Arrêtée dès le début de la guerre, elle resta en prison jusqu'en 1918. De sa prison, elle tenta pourtant, avec le noyau qui devint en 1915 la Ligue Spartakus, d'organiser, clandestinement dans un premier temps, la riposte des militants restés fidèles à la lutte internationaliste et contre leur propre bourgeoisie.

En 1915, sous le pseudonyme de Junius, elle rédigea une brochure dont Clara Zetkin déclarait dans la préface : c'est *"de la dynamite de l'esprit qui fait sauter l'ordre bourgeois"*. Elle y montrait comment la guerre n'était qu'un des moyens de l'impérialisme allemand pour surmonter toutes ses contradictions, ses crises, et elle traçait la seule alternative possible pour le prolétariat, la lutte révolutionnaire, ajoutant : *"si jamais le guide actuel du prolétariat, la social-démocratie, ne savait plus apprendre, alors elle périrait, pour faire place aux hommes qui soient à la hauteur d'un monde nouveau"*.

Pour Rosa, en effet, à la différence de Lénine et des bolcheviks, le moment n'était pas encore venu de rompre avec la social-démocratie. Mais elle partageait la même conviction révolutionnaire sur la tâche de l'heure, transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Et lorsqu'intervint la révolution d'Octobre 1917, elle soutint avec enthousiasme le prolétariat russe. Pour conjurer les menaces qui pesaient sur la jeune révolution, elle militait pour une riposte du prolétariat mondial et en premier lieu du prolétariat allemand. La classe ouvrière russe avait ouvert la voie, dans la perspective de la révolution internationale, au prolétariat allemand désormais de prendre le relais !

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

Ce fut effectivement la révolution allemande qui, en novembre 1918, la fit sortir de prison. L'épreuve de force était désormais engagée entre les masses ouvrières qui organisaient leurs conseils et la bourgeoisie allemande qui mettait sur pieds sa république présidée par des socialistes. En effet, pour la deuxième fois, devant l'épreuve, la social-démocratie trahissait et choisissait le camp de sa bourgeoisie et... de la contre-révolution, prête même à jouer les "chiens sanguinaires" (le mot est de Noske, dirigeant du PSD devenu, entre temps, ministre de la République allemande). Ce fut alors, et alors seulement, que Rosa, aidée de Karl Liebknecht et de son compagnon Léo Joguiches, impulsa la création du Parti Communiste, en décembre 1918, dans la perspective de la création de la Troisième internationale.

A Rosa Luxemburg est attachée l'idée de *"la spontanéité révolutionnaire des masses"*. Mais elle ne mit jamais, un seul instant, en cause l'idée que les masses prolétariennes ne pouvaient vaincre sans un parti. Toute sa vie militante le rappelle : elle fonda le Parti Socialiste polonais, milita pour le redressement du parti allemand, avant de fonder le Parti Communiste Allemand. Mais cette idée, pour Rosa Luxemburg, signifiait que lorsque les masses feront irruption dans la vie politique, spontanément, par leurs grèves de masse, en même temps qu'elles s'attaqueront au vieil ordre bourgeois, elles seront la seule force capable de balayer au sein de partis ouvriers, les vieilles habitudes, les scléroses, les conformismes. Rosa Luxemburg comptait essentiellement sur la révolution et la classe ouvrière en marche pour transformer et régénérer la gauche allemande.

C'est parce qu'elle haïssait la violence et l'oppression que Rosa luxemburg avait choisi le camp des opprimés et de la classe ouvrière, mais pas en pacifiste, au contraire, pour les armer pour la révolution, c'est-à-dire pour le renversement de la société de classes et l'avènement d'une société fraternelle et débarrassée des guerres.

Nadine THOMAS

Pour en savoir plus sur la vie militante de Rosa Luxemburg, on peut lire sa biographie écrite par Paul Frölich, un des militants du jeune Parti Communiste allemand et un de ses compagnons de lutte. Editions Maspero. C'est un livre qui n'est malheureusement plus distribué par l'éditeur, mais qu'on peut se procurer dans toutes les bonnes bibliothèques.

INTERNATIONAL

Les craintes des grandes puissances après la mort de Samora Machel

Le Mozambique saigné et tenu en laisse par les impérialistes

La mort, dimanche dernier 19 octobre, du président du Mozambique, Samora Machel, a suscité l'inquiétude non seulement de l'URSS avec laquelle le régime de Machel était lié et qui craint de voir son influence dans la région diminuer, mais aussi des Etats-Unis. Or, ceux-ci, outre les condoléances d'usage, ont exprimé leurs craintes que la disparition du président mozambicain ne soit un nouveau facteur de déséquilibre en Afrique australe.

A peine la nouvelle de la mort du président mozambicain était-elle connue que l'hypothèse que son avion qui s'est écrasé en territoire sud-africain ait été abattu et n'ait pas été victime d'un simple accident a été largement reprise, en particulier, par le gouvernement de Zambie et par des représentants de l'ANC, le mouvement anti-Apartheid d'Afrique du Sud. Et mardi 21 octobre, des milliers de jeunes manifestaient dans les rues d'Harare, la capitale du Zimbabwe, contre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, accusés d'être responsables de la mort de Machel.

Que l'hypothèse de l'accident de navigation soutenue par les autorités sud-africaines s'avère juste ou que l'avion présidentiel ait été effectivement abattu par l'armée sud-africaine ou par les troupes du MNR (Mouvement National de la Résistance), un mouvement armé de guérilla contre le régime en place au Mozambique, entretenu par le gouvernement sud-africain, cela ne change pas grand-chose. Et les inquiétudes exprimées par le gouvernement américain devant la situation créée par la mort de Machel sont tout autant justifiées quelles que soient les causes de cette mort. Car une lutte de succession entre les dirigeants du FRELIMO, le mouvement actuellement au pouvoir au Mozambique, l'intensification de la guerre que mène le MNR contre le pouvoir du FRELIMO, voire une victoire de ce MNR favorable au régime raciste de Pretoria, pourraient bien avoir des répercussions non seulement au Mozambique, mais aussi dans tous les autres pays de la région, Zimbabwe (ex-Rhodésie), Zambie, Angola et bien sûr aussi dans celui qui inquiète le plus les impérialistes : l'Afrique du Sud.

UN PAYS DEPENDANT DE L'AFRIQUE DU SUD

Car la situation de tous ces pays du sud du continent africain, tant politique qu'économique, a toujours été étroitement liée à l'Afrique du Sud.

L'économie du Mozambique, en particulier, dépendait avant l'indépendance, quasi exclusivement de l'activité du port de Maputo qui servait au commerce sud-africain, ainsi que des salaires des ouvriers mozambicains dans les mines d'Afrique du Sud (ils étaient, en 1973, 130.000 dont les salaires rapportaient à eux seuls 40 % des rentrées de devises du pays). Et le barrage géant construit avant l'indépendance sur le Zambèze servait à alimenter en électricité les zones industrielles du Transvaal, en Afrique du Sud, d'où une petite partie du courant, transformée là en 220 volts, revenait alimenter la capitale du Mozambique, Maputo.

LES INDEPENDANCES GANGRENEES PAR L'HERITAGE IMPERIALISTE

Au lendemain de l'indépendance, le régime raciste qui sévissait en Rhodésie voisine, craignant l'exemple que la victoire contre le colonialisme portugais pouvait donner aux Noirs de Rhodésie, avait créé, contre le régime de Samora Machel, un mouvement de guérilla, le MNR. Après le compromis réalisé en 1980 entre la minorité blanche et le mouvement nationaliste noir dirigé par Mugabe, et la transformation de la Rhodésie en Etat du Zimbabwe, où les anciens colons conservent nombre de prérogatives, ce fut l'Afrique du Sud qui décidait de prendre le relais pour financer et épauler les maquis du MNR, et continuer ainsi la guerre contre le régime mozambicain. Et le Mozambique aujourd'hui, après plus de dix ans de cette guerre interne entretenue par la Rhodésie, puis l'Afrique du Sud, est un pays exsangue, miné par la famine, où le gouvernement de Samora Machel ne contrôlait plus dernièrement que les principaux centres urbains.

ACCULES AU COMPROMIS AVEC LE REGIME DE L'APARTHEID

En mars 1984, le Mozambique, ruiné, ne vivant plus que des aides que lui apportaient l'URSS et les USA, avait été acculé à accepter de signer un accord avec le gouvernement sud-africain aux termes duquel le gouvernement de Samora Machel s'engageait à cesser d'apporter son soutien à l'ANC, en échange de l'arrêt du soutien de l'Afrique du Sud au MNR. Un accord semblable avait été signé quelques jours plutôt entre l'Angola et l'Afrique du Sud impliquant l'arrêt du soutien de l'Angola au Front de libération de la Namibie, contre l'arrêt du soutien de l'Afrique du Sud à l'UNITA, mouvement de guérilla hostile au gouvernement angolais, et le retrait des troupes sud-africaines des zones qu'elles occupaient au sud de l'Angola. Des accords signés sous l'égide des Américains, mais finalement jamais respectés par l'Afrique du Sud.

On comprend alors pourquoi Reagan a pu saluer en Machel un dirigeant modéré, malgré l'étiquette de *"marxiste"* dont il s'affublait, et estimait que son régime pouvait être un facteur de stabilité dans la région. Et pourquoi d'ailleurs, au nom des intérêts bien compris de l'impérialisme, il déplorait la décision prise le 8 octobre dernier par le gouvernement de Pretoria de suspendre, en riposte aux sanctions économiques prises contre l'Afrique du Sud, les contrats des 60.000 mineurs mozambicains travaillant dans ce pays. Une décision qui ne pouvait qu'aggraver les difficultés du Mozambique.

LA GUERILLA POUVAIT CHASSER L'ARMEE PORTUGAISE, SEULE LA CLASSE OUVRIERE POUVAIT METTRE EN ECHEC L'IMPERIALISME

Voilà donc où en est le Mozambique, après onze ans d'indépendance, à la mort de celui qui fut le leader de cette lutte. Car l'impérialisme a dû reculer, certes, devant les luttes d'indépendance : toutes les anciennes colonies d'Afrique sont aujourd'hui officiellement libres. Mais les séquelles du colonialisme sont dramatiques.

Car les organisations qui ont dirigé les luttes de ces peuples pour leur indépendance, comme le FRELIMO de Samora Machel, parce qu'elles n'étaient que nationalistes, n'ont pas su et pas voulu faire de la lutte de leur peuple le fer de lance de la lutte de tous les opprimés d'Afrique. Elles n'ont pas cherché à ébranler l'impérialisme dans son principal bastion de la région, dans le seul pays industrialisé, celui qui aurait pu faire bénéficier toute l'Afrique de ses richesses, l'Afrique du Sud, en s'adressant au prolétariat sud-africain lui-même. Mais Machel n'a jamais été un marxiste.

Alors cela a laissé aux impérialistes la possibilité de sauver finalement l'essentiel de leur mise : ils cédaient l'indépendance à l'Angola et au Mozambique, ils faisaient un compromis en Rhodésie, avant que les révoltes dans ces pays ne risquent de joindre la révolte qui a commencé à gronder en Afrique du Sud surtout avec les événements de Soweto de 1976. Et ils en profitaient en plus pour jouer sur les rivalités des diverses organisations nationalistes concurrentes, comme en Angola (où les USA et l'Afrique du Sud soutenaient l'UNITA contre le MPLA), ou même créaient une organisation rivale de toutes pièces quand il n'en existait pratiquement pas, comme au Mozambique, et plongeaient ainsi ces pays de la guerre anticolonialiste dans la guerre civile interne.

Mais si les USA en sont aujourd'hui à regretter la mort d'un de leurs anciens ennemis, d'un dirigeant réputé *"marxiste"* et ami de l'URSS ; s'ils prêchent au gouvernement de Pretoria la prudence, c'est qu'ils savent que, ce faisant, ils ont repoussé à plus tard les problèmes en créant de fait de nouvelles poudrières qui pourraient bien exploser un jour.

Olivier BELIN

Samora Machel à l'époque de la lutte pour l'indépendance du Mozambique.

Savimbi invité à Strasbourg mais indésirable à Paris

103 parlementaires européens de droite et d'extrême-droite, à la tête desquels Olivier d'Ormesson, élu du Front National, ont invité à Strasbourg Jonas Savimbi, le leader de l'UNITA, le mouvement de guérilla soutenu par l'Afrique du Sud et les USA contre le gouvernement angolais. Cette invitation a soulevé les protestations de la majorité des parlementaires européens, en particulier du président du Parlement, le Français Pflimlin, si bien que Savimbi ne pourra pas parler à la tribune de l'Assemblée.

Mais si l'invitation à Savimbi a provoqué des protestations dans les milieux politiques français et a gêné quelque peu le gouvernement Chirac, c'est que celui-ci a invité cette semaine le chef de l'Etat angolais à Paris.

La France soutient en Afrique des chefs de guerre bien semblables à Savimbi, à commencer par les dirigeants du Tchad. Mais en ce moment, pour les capitalistes français, c'est le chef d'Etat angolais en place, Dos Santos, qui est du bon côté : du côté du portefeuille. La France vend chaque année à l'Angola pour plus d'un milliard de francs de marchandises et équipements ; plusieurs grands projets, dont la construction de barrages, ont été confiés à des sociétés françaises : et la société Elf tire des ressources importantes des gisements pétroliers de Cabinda, sur les côtes angolaises.

Ce qui vaut bien quelques politesses à Dos Santos évidemment et quelques grognements contre Savimbi.

DÉSINVESTISSEMENT AMÉRICAIN EN AFRIQUE DU SUD.

Les rats quittent le navire mais gardent espoir de retour

Deux grands trusts américains, General Motors et IBM, ont annoncé coup sur coup leur retrait d'Afrique du Sud. Il s'agit, il est vrai, d'un retrait limité : aussi bien la firme mécanique que la firme électronique garderont pignon sur rue au pays de l'Apartheid, puisqu'elles ont décidé de vendre leurs filiales sud-africaines aux cadres de ces deux entreprises, afin d'y maintenir au moins, le suivi des pièces détachées, des réparations, et se gardent la possibilité de racheter ces filiales plus tard.

En l'espace de cinq ans, note le journal *Le Monde*, les investissements américains en Afrique du Sud ont baissé des deux tiers. Preuve d'ailleurs que les investisseurs américains n'ont pas attendu le vote du Congrès américain du 2 octobre dernier (contraire aux vœux de la Maison-Blanche) pour boycotter l'Afrique du Sud. Ce n'est évidemment pas que les considérations humanitaires les étouffent (pas plus qu'elles n'étouffent les représentants au Congrès qui ont seulement trouvé là un sujet bénin pour faire la guéguerre à Reagan). Mais la situation sociale est telle aujourd'hui en Afrique du Sud que les capitalistes étrangers ne sont plus si sûrs qu'avant d'y accumuler de gros profits. Certains d'entre eux préfèrent laisser passer l'orage.

De toute façon, les activités de General Motors en Afrique du Sud ne représentaient que 0,4 % du total des ventes d'automobiles de ce trust, et celles d'IBM que 0,5 % de ses revenus mondiaux. Bull ayant également annoncé son retrait, Olivetti a fait savoir que, lui, restait. Les places qui n'intéressent plus les géants américains peuvent toujours intéresser les Européens.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995